

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2052 - VENDREDI 4 JUILLET 2014

Processus Itie

La RDC échappe à la menace de radiation

Après une suspension temporaire de douze mois décidée depuis avril 2013, la RDC peut enfin renouer avec l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Itie). Le pays fait désormais partie du cercle restreint des vingt-neuf pays du monde ayant réalisé des progrès importants dans la transparence des revenus tirés de l'exploitation des ressources minières et pétrolières. Le Conseil d'administration de l'Itie qui s'est réuni le 2 juillet à Mexico a déclaré la RDC « pays conforme » en matière de transparence.

Les imperfections ayant entaché le rapport 2010 ont été corrigées conformément aux recommandations de l'Itie. Le gouvernement et les entreprises du secteur concernées ont dû concilier les données des flux de revenus déclarés perçus par l'État et ceux de paiements déclarés versés par les entreprises extractives du secteur des mines et pétrolières sur la base du référentiel défini par le groupe multipartite de l'Itie-RDC. [Page x](#)



Des creuseurs artisanaux dans une carrière des mines



Des éléments de la Monusco à Goma.

Massacre de Mutarule

Un rapport de HRW incrimine les Fardc et la Monusco

L'incendie criminel délibérément allumé le 6 juin par des assaillants non encore identifiés dans une église à Mutarule (sud-Kivu) vient de ressurgir à la faveur d'un rapport d'Human Rights Watch publié jeudi. L'ONG internationale dénonce le laxisme des forces régulières et de la Monusco qui, d'après elle, ne sont pas intervenues à temps pour arrêter le massacre bien qu'elles aient reçu des appels à l'aide désespérés dès le début de l'attaque.

HRW exhorte les autorités judiciaires à traduire en justice les agresseurs responsables du massacre conformément aux normes internationales d'un procès équitable. Décrivant les circonstances du drame, l'ONG note qu'il a eu lieu dans un contexte de tension croissante entre les groupes ethniques bafuliro, barundi et banyamulenge sur fond d'une rocambolesque histoire de vol de bétails. [Page x](#)

ÉDUCATION

Publication d'un palmarès annuel des écoles

Dans le cadre de la culture de l'excellence, le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel a décidé de publier annuellement un palmarès de classification des écoles du pays. Le classement, qui va aller de la maternelle au secondaire, sera coté en pourcentage. Pour le ministre en charge de ce secteur, Maker Mwangi, la gestion administrative et financière de l'école, la tenue du patrimoine de l'école, la gestion psychologique, la qualification des enseignants, les problèmes d'implication des enseignants, etc. sont parmi les critères qui prévalent à cette classification. L'objectif final serait, selon le ministre, d'identifier les maillons faibles en vue de les soutenir à relever leur niveau et encadrer les maillons forts pour leur permettre de continuer à exceller. [Page x](#)

SANTÉ

Inauguration prochaine de l'hôpital Karavia au Katanga

Sauf changement de dernière minute, c'est le 30 août que l'hôpital Karavia à Lubumbashi dans la province du Katanga sera inauguré. Les travaux de construction évoluent sans ambages, à en croire le gouverneur Moïse Katumbi qui a livré l'information. Les travaux seraient déjà à l'étape de finitions. Il faudrait attendre la livraison des machines et autres matériels destinés à son équipement pour envisager son inauguration qui sera marquée par l'admission des malades aux soins médicaux, confirme la source. L'inauguration de l'hôpital Karavia sera d'un grand apport pour le secteur de la santé dans la mesure où il contribuera à améliorer l'accès de la population aux soins de santé de qualité. Ce qui permettra de réduire le taux de mortalité élevée que connaît cette province à l'instar d'autres provinces de la RDC. [Page x](#)

BOXE

Zack Mwekassa devient champion d'Afrique des poids lourds

Page x

ÉDITORIAL

Décadence ?

À l'heure de la garde à vue de leur ancien président, la France et les Français ont-ils conscience de l'image dégradée qu'ils projettent de leur pays ? Prennent-ils la mesure de l'atteinte qu'ils portent à la stature internationale d'une nation qui figurera longtemps parmi les plus influentes du globe ? Vont-ils se réveiller avant de se trouver relégués par leurs propres excès à l'arrière plan de la scène mondiale ?

Que les accusations portées contre Nicolas Sarkozy soient justifiées ou non la brutalité avec laquelle l'ancien chef de l'État a été traité par les juges chargés d'enquêter et plus encore la médiatisation extrême qui a entouré sa mise en examen contribuent à la dégradation d'une fonction essentielle qui est celle de la plus haute autorité de l'État. Déjà fortement écornée par l'image qui tourna en boucle sur tous les grands médias de l'actuel président François Hollande chevauchant un scooter, la tête protégée par un casque, afin de rendre visite à sa petite amie à deux pas du Palais de l'Élysée, la vision de son prédécesseur épuisé au sortir de dix-sept heures d'interrogatoire dans les locaux de la police judiciaire à Paris ne peut que dégrader encore un peu plus l'idée que les peuples amis de la France se font d'elle.

Que la justice, dans un pays démocratique, ait le pouvoir de mener librement ses investigations jusqu'au plus haut niveau de l'État n'a rien qui puisse choquer. Mais que cette même justice mette en scène, pour d'obscures raisons sur lesquelles il convient de s'interroger, l'interpellation puis la mise en examen d'un homme qui dirigea la France, bien ou mal peu importe, cinq années durant ne peut qu'accélérer la perte de crédibilité de ses institutions aux yeux de la communauté internationale. Que ceux qui en doutent viennent sur le terrain, en Afrique et ailleurs, constater les effets dévastateurs d'un tel comportement; ils seront édifiés.

Une chose en tout cas est certaine : si la France continue de se donner en spectacle comme elle le fait sans tenir aucun compte du regard que le monde extérieur porte sur elle, elle se trouvera tôt ou tard reléguée au second plan et perdra sa crédibilité au plan international. Un drame dont elle ne se remettra pas.

Les Dépêches de Brazzaville

PLATEAUX

Djambala se prononce pour le changement de la Constitution du 20 janvier 2002

Le débat sur la Constitution gagne l'ensemble du pays. Du Nord au Sud du pays, elles sont nombreuses, ces populations qui s'expriment. C'est le cas de celles du chef-lieu des Plateaux, Djambala, qui ont dit « oui », le week-end dernier, au changement de Constitution.

Le meeting qui a réuni les filles et fils de cette partie du pays s'est tenu sur l'esplanade du grand boulevard qui abrita le défilé civil et militaire le 15 août 2013 à l'initiative

de Jacques Kionghat, député de la circonscription unique de Djambala, en présence des cadres de la localité.

C'est ainsi que des jeunes, des femmes et autres notables de Djambala ont appelé au changement de la Constitution du 20 janvier 2002. Pour ce faire, ces populations ont remis leurs doléances au député Jacques Kionghat, qui a promis de les transmettre à qui de droit.

Pour les populations, si elles appellent de tous leurs vœux le changement de la Consti-

tution, c'est pour pérenniser les nombreux efforts qui ont été entrepris par le gouvernement, notamment pour le développement de la communauté urbaine de Djambala, y compris la municipalisation accélérée qui a totalement métamorphosé cette localité, avec des infrastructures socio-sanitaires. Elles pensent par ailleurs que, pour qu'il y ait une continuité, il faut maintenir l'actuel président de la République, Denis Sassou N'Guesso, à la tête du pays.

Bruno Okokana

CONSTITUTION

El Hadj Djibril Bopaka soumet un projet de texte au PCT

La cellule de réflexion sur la Constitution que préside El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka, a, le 3 juillet à Brazzaville, soumis à l'appréciation du Parti congolais du travail (PCT), le projet de la nouvelle Constitution.

Ce document de 44 pages a été remis officiellement au Secrétaire général du principal parti de la majorité, Pierre Ngolo. Le projet de la nouvelle Constitution proposé par cette organisation de la société civile comprend un préambule suivi de 26 titres disséqués en 227 articles.

Sans révéler le contenu détaillé des dispositions de cette nouvelle loi fondamentale, des recommandations ont été faites relatives à la révision ou au changement de la Constitution; portant sur la rédaction du projet de la nouvelle constitution; sur le changement de régime politique; sur la durée du mandat présidentiel, des sénateurs et du nombre de mandats du député. Cette cellule a également fait des recommandations portant sur la consécration de la décentralisation et des chefs coutumiers; sur l'âge limite mini-

ma-maxima du candidat au poste de président de la République; sur l'élection des maires à tous les niveaux; sur l'Observatoire anti-corruption et la Commission nationale de lutte contre la corruption, la concussion et la fraude; enfin, sur les peuples autochtones. La société civile regroupée au sein de cette cellule, entend également soumettre ce projet aux partis de l'opposition, en commençant par l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), puis les partis du centre.

La cellule de réflexion appuie la position de changement

Selon cette cellule, le Congo doit entrer dans une autre phase, car ceux qui la composent disent : « Toute hypothèse de changement de Constitution pouvant avoir lieu sous le régime actuel, ne pourra se justifier et se fonder que sur la survenance d'une crise politique majeure, crise qui remettrait en cause la forme actuelle d'organisation et de fonctionnement des institutions publiques mises en place par cette Constitution, notamment dans le rapport entre l'exécutif et le législatif. » Et

El Hadj Djibril Bopaka de poursuivre : « Douze ans après, avec l'évolution, il faut apporter des changements constructifs de la démocratie du Congo. Dans ce projet, visant le changement, il y a les problèmes des présidentielles, du régime de censure, de gouvernance et notamment de gouvernance économique. »

Ils affirment donc que toutes les constitutions ont un caractère évolutif. Sous réserve d'être récusées, les constitutions sont appelées à s'adapter à de nouvelles aspirations des gouvernés. Toute constitution peut être abrogée et remplacée par une autre. « Les dispositions de la Constitution congolaise du 20 janvier 2002 visées à l'article 185, alinéa 3, n'étant pas immuables, ne pourront être éliminées que par la voie de changement de Constitution », a déclaré cette cellule de réflexion. En rappel, ce projet a pris corps à l'issue de huit mois de travaux, après avoir analysé les dispositions essentielles de la Constitution en vigueur. Cette cellule a été créée le 20 octobre 2013 à Brazzaville.

Josiane Mambou Loukoula

L'opposition poursuit son action à Paris

Après les Assises nationales du Congo pour l'alternance démocratique, qui se sont déroulées du 7 au 10 juin à Paris, coordonnées par Jean-Luc Malekat, ancien ministre des Finances pendant la période de transition (1991-1992), l'opposition congolaise de la diaspora prévoit une nouvelle rencontre dans les semaines à venir.

Cette nouvelle plateforme politique des Congolais de la diaspora dans la mouvance de l'opposition,

rejette toute idée de révision de la Constitution congolaise ainsi que tout projet de référendum à ce sujet. Par ailleurs, elle milite en faveur de l'annulation des résultats du recensement administratif spécial de 2014, de la mise en place d'une nouvelle commission électorale indépendante et de l'établissement d'un fichier électoral.

Deux commissions créées à l'occasion des Assises nationales du Congo pour l'alternance démocratique, ont élaboré une dizaine de propositions qui seront reprises dans un livre blanc. Il constituera

leur « feuille de route pour l'alternance démocratique ». Ce regroupement politique de la diaspora fédère les partis d'opposition et cherche un consensus dans un engagement structuré et pacifique. Il est accompagné en France par des personnalités comme Joseph Ouabari, ancien ministre, ou Jean-Édouard Sathoud, ancien directeur adjoint de la BEAC. Il compte parmi ses relais et soutiens au Congo, Mathias Dzon, Paul-Marie Mpouélé et Ambroise Malonga.

Marie Alfred Ngoma

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service); Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Afred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

URBANISATION / MUNICIPALISATION

Les populations déplorent la flambée des prix

Partout où elle est passée, la municipalisation a permis d'importants changements. Avec les nombreuses infrastructures qui sont sorties de terre, la vie quotidienne épouse désormais les couleurs de la modernité au point que d'anciens « gros villages » sont devenus de « belles cités ». Pourtant ce bond en avant a une conséquence : le cours du marché qui ne cesse de grimper. Villes et vie chères, tel est le décor que présente désormais le Congo. Enquête.

À Ewo, Impfondo, Djambala, Owando, Dolisie, Kinkala et même à Ouessou qui attend encore sa municipalisation, le constat est le même : la vie a pris un coup et il est difficile pour les familles aux revenus modestes de manger à leur goût et à leur faim. Dans le sillage des festivités du 15 août 2011, les restaurants d'Ewo semblaient s'être donné le mot de passe en augmentant les prix des plats. 2500 FCFA, voire 3000 ou 4000 FCFA, pour un plat de « poissons d'eau douce » très prisé par les Congolais.

Andoche, enseignant à Étoumbi, est surpris par la cherté de la vie alors qu'en y allant, il croyait bien profiter pour épargner. « On ne peut pas regretter la construction de la route. Il faut plutôt réfléchir sur des mesures ou des politiques commerciales pour limiter cette flambée », dit-il.

Plus loin, Ouessou n'a pas attendu le lancement des travaux de la municipalisation annoncée pour 2015. Là-bas, la flambée des prix des denrées alimentaires devient plus qu'inquiétante. Ceci s'expliquerait par la modernisation de la ville dont le coup d'envoi avait été donné par le chef de l'État en mai 2012. L'aménagement des voiries urbaines, l'inauguration de l'aéroport avec la régularité des vols (cinq par semaine), l'ouverture et le bitu-

mage des routes ont vite changé le statut de cette ville de 30 mille âmes environ.

Quand Ouessou et Pokola manquent de viande

Très enclavée hier, la ville de Ouessou compte désormais parmi les plus grandes destinations du Congo, à défaut d'être une plaque tournante pour les hommes



Des vendeurs de viande de brousse au marché de Kindamba

d'affaires, les chercheurs et voyageurs. Jadis dépendante du Cameroun, la ville s'est ouverte sur Brazzaville. Les échanges sont quotidiens certes mais la vie a pris un coût. « En fait, la révolution a commencé avec la construction de la Banque centrale (2009). L'arrivée d'un nouveau genre de fonctionnaires a changé les mentalités des vendeurs qui n'ont pas attendu pour tricher avec la mercuriale », commente Prisca, une native de la ville. Autre témoignage, celui d'un employé de la Banque centrale : « Au début, j'ai ressenti comme une sorte d'injustice à notre égard chaque fois que nous allions faire des achats. Le morceau de viande de brousse vendue normalement à 1000 FCFA voyait son prix doubler ou tripler quand nous nous présentions... »

Ces comportements qui ont commencé à poindre il y a cinq ans sont érigés en normes. « Je vis avec ma fille qui a cinq

ans. Il me faut réunir 2500 ou 3000 FCFA pour bien manger. Le poisson se fait rare et la viande aussi. Ouessou a changé ! », regrette Tatiana, une enseignante au lycée. Comment expliquer cette flambée des prix ? Raïssa, agent de santé a sa petite idée : « Avec l'ouverture de la route, toutes les marchandises partent à Brazzaville. Or, en alimentant la

capitale, on oublie qu'on est en train d'affamer Ouessou et ses environs ».

Il faut aux voyageurs une demi-heure pour arriver à Pokola, localité située à 45 km au Sud-Est de Ouessou. Ici, les mêmes plaintes montent. Plaque tournante elle aussi, cette localité de près de 15 mille habitants peine à remplir son marché malgré la politique mise en œuvre. « L'ouverture de la route voit arriver ici de nombreux véhicules qui emportent tout pour Brazzaville. Certains individus parmi les plus nantis préfèrent venir remplir leurs congélateurs ici. Les vendeurs l'ayant compris réservent leurs produits pour ces gens-là à qui ils vendent cher pour mieux gagner », explique Roger.

Brazzaville imprime la cadence

« Le marché est devenu difficile ! » Tel est désormais le refrain dans les foyers, les rues et les restaurants. Il n'est pas rare

d'assister à une querelle entre époux sur la gestion de la popote. Certaines femmes n'hésitent pas de demander à leurs maris d'aller au marché pour mesurer la situation. « Mon restaurant est vide. Je ne sais plus quoi vendre. Tout a augmenté de prix. Même les poissons de mer et les cotis (côtes) », s'est plainte Judith, propriétaire d'un restaurant non loin de la gare de Brazzaville. « J'ai préféré venir ici à Poto-Poto où je peux avoir un plat à 2000 ou 2500 FCFA », commente un fonctionnaire qui attendait son repas, dans un restaurant de la rue Haoussa, dans le 3^e arrondissement. Le pic est atteint au petit marché appelé Dragage où une partie de cuisse de sanglier est proposée à plus de 10 000 FCFA. « Je viens ici circonstanciellement à la fin du mois pour rompre avec les plats habituels. Mais le coût ne nous permet pas de revenir deux ou trois fois dans le mois », confie Dieu-donné Ngayopi, responsable d'une école primaire.

Dans le Pool, à Kindamba précisément, le virus de faire grimper les prix a gagné les commerçants. Interrogé à ce sujet, le maire de la ville a annoncé une série de mesures de lutte contre la vie chère. « Nous avons constaté que les populations avaient abandonné l'agriculture faute de routes pour écouler leurs marchandises. Maintenant que la ville sort de son enclavement, nous leur avons demandé de reprendre à cultiver en quantité pour faire face au défi de la sécurité alimentaire », a dit Bienvenu Balossa.

Au-delà du manger...

Presque partout au Congo, la vie au quotidien grève les finances des citoyens. Logement, transport, santé, scolarité des enfants, électricité et eau, sont cités comme des chapitres « budgétivores » qui empêchent les Congolais d'envisager

d'autres projets. « On tourne en rond là où on est. On ne peut pas voyager ou envoyer les enfants en vacances. On n'a pas de loisirs... », reconnaît Nazaire, un fonctionnaire évoluant à Brazzaville qui vient de terminer son congé sans bouger alors que son souhait était d'aller se ressourcer dans la Likouala, le département dont il est originaire. La cinquantaine atteinte, Parfait, un cadre dans une agence onusienne ajoute : « Le gouvernement doit réfléchir sur des politiques à asseoir pour réduire le coût de la vie. Il a parlé des logements sociaux dont on attend les effets ; des villages agricoles dont les produits n'inondent pas encore le marché, etc. Le grand problème des Congolais reste le quotidien »

L'alerte est donnée

« Brazzaville et Pointe-Noire parmi les 50 villes les plus chères au monde », c'est le résultat d'une enquête, publiée le 10 juin, et qui a été conduite par l'organisation ECA International. Selon cette étude, Brazzaville et Pointe-Noire se situent respectivement à la douzième et la quinzième places dans le classement des villes où le coût de la vie est cher. Même si pour cet organisme, l'étude a concerné les expatriés, il n'est pas moins vrai que les nationaux, eux aussi, subissent les effets de la vie qui devient trop onéreuse. Il est aussi vrai que la situation ne laisse pas indifférents les pouvoirs publics car, à Pointe-Noire par exemple, des mesures sont prises, avec l'appui des campagnes de sensibilisation, pour ramener à l'ordre tous les commerçants qui rament à contre courant des directives visant la réduction du coût de la vie. Sans bruit, les mêmes efforts se font ailleurs. Sauf que sans cadrage, cette politique serait une gageure au regard des plaintes des populations.

Jocelyn Francis Wabout

ENTREPRENEURIAT

Des prêts bancaires désormais possibles pour les entreprises privées nationales

Les opérateurs économiques privés congolais, qui peinaient à arracher des financements au sein des banques, pourront dorénavant bénéficier, sans trop de tracasseries, des prêts bancaires nécessaires afin d'améliorer leur rendement et contribuer au développement économique du pays.

Les banques congolaises réunies au sein d'une entité, ont donné leur accord de principe sur cette question, le 2 juillet à Brazzaville, à l'issue d'une réunion de travail consacrée essentiellement au financement des entreprises par les banques et le système bancaire. Deux jours durant, les opérateurs économiques, les syndicats patronaux ainsi que le comité de pilotage sont parvenus à persuader les banques congolaises, restées depuis longtemps à l'écart de la promotion du secteur privé national. Cet accord de principe vient à point nommé, car il donne d'ores et déjà quitus aux opérateurs économiques congolais, animateurs des petites et moyennes entreprises, pour contracter sans trop d'exigences, des prêts conséquents au sein des banques afin qu'ils puissent améliorer de façon significative, leur rendement. « Pour nous les banquiers, c'est un grand plaisir de rencontrer les opérateurs économiques, nos clients, pour leur confirmer notre volonté et notre détermination à les accompagner », a souligné le président de l'Association des banquiers, Narcisse Obiang Ondo.

Selon les termes de cet accord de principe, eu égard à ce qu'ils subissaient avant, les chefs d'entreprise congolais sont, à compter de ce jour, exemptés de toutes les tracasseries pour enfin bénéficier de prêts bancaires adéquats, capables de renforcer leurs unités de production. Tenant compte des trois recommandations adoptées à la faveur de ces assises, les hommes d'affaires congolais sont désormais à la disposition du comité de pilotage du développement du secteur privé, qui a la responsabilité d'étudier les solutions aux problèmes les concernant. « Le comité de pilotage a réuni les hommes d'affaires, les syndicats patronaux et les chefs d'entreprise pour interroger le président de l'APEC et les banquiers sur le financement des entreprises, en vue d'améliorer leur rendement », a déclaré pour sa part, le vice-président de la Chambre de commerce, Jean Galessamy-Ibombot.

Ce comité de pilotage, dirigé par Denis Gokana, a pour rôle de mettre en place tous les textes législatifs et réglementaires en vue d'apporter des outils nécessaires, dans le but de contribuer efficacement à la promotion du secteur privé national.

Firmin Oyé

TRAVAUX PUBLICS

Ferdinand Doukaga Kwanda nommé à la tête du BCBTP

La direction du Bureau de contrôle des bâtiments et des travaux publics (BCBTP) est assurée désormais par Ferdinand Doukaga Kwanda. Il remplace Louis Patrice Ngagnon, appelé à d'autres fonctions, cette fois-ci au côté du ministre de l'Équipement et des Travaux publics.

L'installation officielle des deux cadres, le 2 juillet à Brazzaville, a été assurée par le ministre de tutelle, Émile Ouesso. En effet, Ferdinand Doukaga Kwanda assurera l'intérim du directeur général en attendant que les procédures de nomination aboutissent.

Entre temps, Ferdinand Doukaga Kwanda devra poursuivre le travail déjà amorcé par son prédécesseur, car le BCBTP est en pleine restructuration. Cet ingénieur qualifié, qui connaît déjà l'environnement des Travaux publics, devra aussi travailler avec les coopérants marocains qui vont arriver et les Français qui ont vendu au Congo le matériel le plus pointu en matière de contrôle et d'auscultation des chaussées. « La tâche n'est pas au-dessus de vos moyens. Vous êtes ingénieurs et le choix est porté sur vous, pour assurer



Ferdinand Doukaga (gauche) et Louis Patrice Ngagnon. (photo Adiac)

cet intérim, en attendant que le gouvernement prenne une décision définitive pour la direction générale de cette structure », a estimé Émile Ouesso.

Louis Patrice Ngagnon a transmis une liste de dossiers importants et volumineux concernant le BCBTP. Il a par ailleurs souligné la présence d'un expert français qui a enclenché la démarche pratique. Ce dernier s'est installé au Congo pour travailler avec les cadres du BCBTP en vue du transfert réel de

la technologie de pointe acquise.

« Ma vie dans cette entreprise a duré 32 ans, une carrière bien couronnée. Je ne pars pas mais je me retire pour servir avec toute ma disponibilité. Bon vent à Ferdinand Doukaga Kwanda dans cette entreprise qu'il connaît car il est né dans le laboratoire du BCBTP. Je suis disponible pour travailler quand tu voudras », a conclu Louis Patrice Ngagnon.

Nancy France Loutoumba

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN ADMINISTRATEUR INDEPENDANT

La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), Institution de Financement du Développement de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) comprenant le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad, *organise une consultation en vue du recrutement d'un Administrateur indépendant justifiant d'une expérience avérée dans les domaines de l'expertise comptable et de l'analyse financière.*

1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Conformément aux statuts, le Conseil d'Administration de la BDEAC comprend deux (2) Administrateurs indépendants, c'est-à-dire qui n'entretiennent aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Banque ou avec sa Direction, qui puisse compromettre l'exercice de leur liberté de jugement. La consultation vise le recrutement d'un Administrateur indépendant sélectionné par le Conseil d'Administration sur la base d'un appel à candidatures international.

Le mandat des Administrateurs indépendants est d'une durée de trois (3) ans renouvelable une (1) fois. L'Administrateur indépendant recherché doit justifier d'une grande expérience d'au moins 15 ans dans les domaines de l'expertise comptable et de l'analyse financière. Il doit présenter des garanties d'intégrité morale et de probité.

Par ailleurs, l'Administrateur indépendant ne doit pas avoir été en relation professionnelle avec la BDEAC au cours des 10 dernières années. L'Administrateur indépendant sera en même temps Membre du Comité d'Audit.

En conséquence, il sera appelé, chaque année, à prendre part à au moins quatre (4) réunions du Conseil d'Administration et à au moins quatre (4) réunions du Comité d'Audit.

Les Administrateurs représentant les Actionnaires et leurs suppléants ainsi que les Administrateurs indépendants exercent leurs fonctions sans être rétribués. Cependant, ils reçoivent des jetons de présence dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale et bénéficient d'une prise en charge des frais de transport et d'hébergement.

2 – PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats intéressés devront soumettre à la Banque une lettre de motivation rédigée en français accompagnée de : (i) CV détaillé faisant apparaître notamment leurs compétences professionnelles et leurs expériences dans le domaine concerné, (ii) Extrait de casier judiciaire datant moins (3) mois, (iii) Copies certifiées de diplômes. Le dossier de candidature, présenté dans une enveloppe fermée, doit parvenir au Siège de la Banque à Brazzaville à l'adresse suivante :

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA BANQUE - BDEAC
(Consultation pour le recrutement d'un Administrateur indépendant)
Tél. : +242 281. 18.85 / +44 2 079 068 163
Fax : +242 281.18.80 / +44 2 079 068 161
BP : 1177 – Boulevard Denis Sassou N'Guesso
BRAZZAVILLE - République du Congo

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 31 juillet 2014 à 12h00, heure de Brazzaville.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Pour de plus amples informations sur la BDEAC, notamment les termes de référence détaillés de la présente consultation, les candidats sont invités à visiter le site de la Banque : www.bdeac.org ;/-

AVIS DE RECRUTEMENT

Une société industrielle basée à Pointe-Noire recherche 3 personnes pour son Service Logistique :

UN SUPERVISEUR DU DEPOT VENTE

Votre Mission : Vérifier la conformité des chargements avant toute livraison chez les clients, planifier les livraisons aux clients, enregistrer les réclamations clients, comptabiliser les retours des produits au dépôt, participer aux inventaires hebdomadaires et mensuels, dresser un rapport détaillé des ventes ainsi que la situation des non livrés, contrôler la fiche de traçabilité des lots de production (liste non exhaustive).

UN CHARGE DES EXPEDITIONS

Votre Mission : Assurer la livraison des produits finis aux clients et veiller au bon respect de la traçabilité des produits, suivre les mouvements des intercalaires en assurant leur traçabilité dès la sortie du dépôt vente, contrôler les chargements de produits dans les véhicules (liste non exhaustive).

UN CHARGE DES STOCKS

Votre Mission : Garantir la justesse des stocks de produits finis, assurer le suivi au quotidien des lots de production selon les règles de la société, coordonner le rangement du magasin et approvisionner le dépôt vente, coordonner et réaliser les inventaires de produits finis (liste non exhaustive).

Ces trois postes requièrent le profil et le niveau de formation ci-après : Rigueur et dynamisme, sens de l'organisation, la maîtrise de l'outil informatique, l'aptitude à gérer une équipe et technique de gestion de stocks. Bac + 2 minimum avec au moins 3 ans d'expérience dans le domaine

Rémunération : à définir en fonction de l'expérience du candidat, Envoyer lettre de motivation et CV à l'adresse : recrutements.pnr@gmail.com

PROMO VISA – DUBAI

Prix : 65.000FCFA (du 07 avril 2014 au 07 juillet 2014)
Kasstour Partenaire de Direct-Africa

Nos services :

- Vente des voitures toutes marques (neuves et occasions)
- Vente de pièces détachées à votre demande
- Agence de voyage (vente de billet d'avion de toutes destinations)
- Obtention de visa (Dubai, Chine, Afrique du sud etc.)
- Assistance à l'aéroport de Dubai
- Transport des marchandises (frets maritime et aérien)

Veillez nous contactez à l'adresse suivante :
Brazzaville (croisement avenue de la paix, rue Mayama N° 84 MOUNGALI)

Tél : 05 009 00 90 / 06 626 50 81 / 06 926 18 92
Email : directafricabzv@yahoo.fr, kasstour@yahoo.fr
Pointe-Noire 476 Boulevard Félix Tchicayas-OCH
Tél : 05 533 17 87 / 06 628 61 67

Email : directafricapnr@gmail.com

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

« ...il est apparu que la question de la révision ou du changement de la constitution devrait procéder plutôt du politique et non du juridique, étant entendu que l'opportunité et la nécessité seules peuvent justifier une révision ou un changement de la constitution »

Justin Koumba, président de l'Assemblée nationale (Congo), ouverture de la session administrative, Brazzaville le 02 juillet 2014

« L'Afrique n'est pas un simple marché mais une myriade de marchés »

Vérone Mankou, (Congo), promoteur de VMK (téléphonie), Afrik.com, 15 juin 2013

« Qui ne sait pas qu'une bonne intégration politique, économique et sécuritaire passe aussi par des avancées démocratiques convergentes dans tous les pays africains ? Qui ne sait pas qu'il est difficile à une dictature de coopérer avec une démocratie pour vaincre des obscurantistes ? »

Franklin Nyamsi, universitaire franco-camerounais, le Faso.net, 2 juin 2014.

« Exercer la démocratie, c'est cultiver l'échange, la confrontation, la dispute »

Marie-Laurence Bertrand, secrétaire de la CGT (Syndicat français), L'Humanité, 27 juin 2014

« Pour que la conduite de nos Etats ne se fasse pas simplement en tenant comptant des paramètres de la démocratie occidentale, notre démocratie a besoin de s'enraciner dans nos valeurs, dans notre culture. Mais quels sont les dépositaires de ces valeurs, de ces cultures ; si vous enlevez les chefs culturels et culturels, il n'y a plus grand-chose. »

Pr. Albert Ouédraogo, enseignant à l'Université de Ouagadougou, ancien ministre burkinabé, le Faso.net, 2 juillet 2014

AFFAIRE MARCEL NTSOUROU

La Cour enquête sur la moralité des accusés

La deuxième journée des audiences sur l'affaire opposant l'ex-secrétaire général du Conseil national de sécurité et ancien colonel, Marcel Ntsourou, au ministère public et à l'État congolais, a été consacrée, le 3 juillet, à l'enquête sur la moralité des personnes poursuivies.

Sur les 114 accusés, près d'une vingtaine sont passés devant la barre pour répondre aux questions du premier président de la Cour d'appel de Brazzaville, Christian Oba, du procureur général près la Cour, Théophile Mbisi, et de quelques avocats de la défense. Le premier à passer cet interrogatoire, a été Marcel Ntsourou, le principal accusé.

L'ancien officier supérieur des Forces armées congolaises (FAC) a, comme

pendant le procès sur l'affaire du 4-Mars 2012, gardé son courage quand il s'agissait de parler de son caractère. « Je suis dur et rigoureux. Je me bats pour que les valeurs universelles telles que : la dignité, l'honnêteté soient respectées. Lorsque ces valeurs ne sont pas respectées, je prends ma responsabilité. Si on me donne des ordres qui portent atteinte aux droits humains, je refuse parce que le règlement militaire l'interdit », a-t-il expliqué devant la Cour, rappelant qu'il souffrirait d'un éclat de balle dans le corps depuis son arrestation le 16 décembre 2013.

Après le principal accusé, une dizaine d'autres se sont succédés à la barre, parmi lesquels Franck Mbani, neveu de l'ex-colonel, devenu depuis quelques mois, selon ses propres termes le 2 juillet, un sans emploi après

sa rétrogradation et sa radiation des effectifs des FAC. Arrêté au domicile de son oncle, ce soldat qui exerçait à la Garde républicaine, a développé des hypothèses que la Cour a qualifiées de contraire, par rapport au caractère venté par l'ex-colonel.

Rappelons que la séance a été suspendue à un moment à cause de l'absence non notifiée de certains avocats de la défense. Le procès qui a démarré le 2 juillet, se poursuivra jusqu'au 19 août prochain. « Un accusé a le droit d'être assisté par un avocat, malheureusement certains ont délibérément abandonné leurs clients », a déploré le premier président de la Cour d'appel, indiquant que personne ne pouvait faire échec à la procédure en cours.

Parfait Wilfried Douniama

MÉDIAS

Constat sur le moindre professionnalisme des journalistes congolais

À la faveur de la rencontre organisée, le 3 juillet à Brazzaville, par le Réseau panafricain des journalistes (RPJ) sur le thème « Regards croisés des professionnels des médias », les participants ont fait un certain nombre de constats et formulé des recommandations à l'endroit du ministère de la Communication et du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC).

Relevant un recul du professionnalisme au niveau des médias publics et privés congolais, le RPJ recommande le recyclage des professionnels de l'information et de la communication, à travers des séminaires et ateliers qui seront placés sous le patronage du ministère et du CSLC.

Au niveau de la télévision et de la radio publiques, le RPJ recommande un encadrement efficace des journalistes en interne avant de les programmer à l'antenne. Les participants à cette rencontre suggèrent également que la mesure suspendant les anciens journalistes de présenter les journaux télévisés, soit levée. Ils ont plaidé pour le renforcement du rôle du RPJ qui doit être un organe d'encadrement et de formation des journalistes. Dans le même ordre d'idées, les participants ont plaidé pour que l'État aide financièrement les médias afin que les conditions de travail des journalistes s'améliorent.

Ces recommandations ont été motivées

par une série de constats formulés lors des communications et des échanges. Ainsi, plusieurs conférenciers ont pointé du doigt la disparition progressive de plusieurs journaux publics et privés. L'euphorie de la presse, née de la conférence nationale de 1991, a considérablement diminué, déplorent-ils. De même que l'audience de la télévision et de la radio publiques est profondément entamée par la mauvaise prestation des journalistes. Certains intervenants ont indiqué que les médias privilégiaient davantage les sujets politiques au détriment des autres secteurs de la vie de la société. Retour sur les communications du jour Les participants ont suivi des communications faites par le directeur des rédactions du quotidien des Dépêches de Brazzaville, Émile Gankama, le directeur de Congo Site, Jean Claude Nkou, l'ancien journaliste des sports, Jean Pierre Edami et le conseiller technique du président de la République et journaliste, Joseph Bitala Bitemo.

Le premier conférencier, Émile Gankama, s'est interrogé sur les principales raisons ayant conduit à la disparition de nombreux titres créés après la conférence nationale de 1991. Il a épinglé deux faits essentiels, selon lui, à savoir : l'environnement juridique et économique. Sur le plan juridique, a-t-il dit, la loi congolaise accorde des garanties considérables de l'éclosion de la pluralité d'opinions et de la liberté de la presse. Cependant, a-t-il ajouté, les responsables des journaux ne prennent

pas la peine de les organiser comme de véritables entreprises en ce qui concerne la structuration admise en la matière. À cela, il faut ajouter, a-t-il précisé, le fait que la plupart de ces journaux sont tenus par des non professionnels qui ignorent parfois quelques-unes des exigences du métier de journaliste.

Pour sa part, Jean Claude Nkou a invité les professionnels de l'information et de la communication du Congo à se servir des technologies de l'information et de la communication dans l'exercice de leur métier au risque d'être en déphasage avec les contraintes de la modernité qu'impose l'âge de l'électronique. Il a édifié le public sur l'importance des réseaux sociaux et de l'Internet comme outils du journalisme moderne. Jean Pierre Edami a, pour sa part, donné des conseils pratiques aux journalistes sportifs pour leur permettre de réaliser de bons reportages, à partir d'une fiche de presse bien tenue sur laquelle le reporter note les indications nécessaires et indispensables. De son côté, Joseph Bitala Bitemo a partagé son expérience d'ancien présentateur des journaux télévisés avec les participants. Il a indiqué qu'un journaliste doit tenir compte, dans la préparation du journal télévisé, de la hiérarchisation des nouvelles, du temps et de la longueur des éléments. Il doit avoir, a-t-il ajouté, une belle diction, la maîtrise de la langue française et de la culture générale.

Roger Ngombé



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
PDG02	Renforcement des capacités de planification des élus locaux	5 jours	07 au 11 juillet 2014
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5 jours	14 au 18 juillet 2014
GMP13	Techniques de négociation des contrats des marchés publics	3 jours	15 au 17 juillet 2014
FF2	La pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	21 au 25 juillet 2014
GRH03	Outils et méthodes d'évaluation des compétences	4 jours	22 au 25 juillet 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant (e) de direction	5 jours	28 au 25 juillet 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91

E-mail : iprc@iprc-training.org

Site web : www.iprc-training.org

BP : 537 Brazzaville - République du Congo

Communiqué de presse

Le projet Terre d'école, une initiative pilotée par Maria Maylin, réunira aujourd'hui plus de 300 élèves au Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, afin de leur faire découvrir ce que la terre peut leur offrir, puis susciter leur engagement à la protéger. Destiné aux élèves du primaire et du secondaire, le projet Terre d'école veut favoriser l'émergence d'enfants responsables des richesses naturelles et capables de contribuer à l'autosuffisance alimentaire du plus grand nombre au Congo.

« Terre d'École réunit plus de 300 enfants invités spécialement, le vendredi 4 juillet de 14h à 18h au mémorial Savorgnan de Brazza à Brazzaville, à la manifestation autour du thème « nous au Potager » pour découvrir ce que la Terre nous offre et ce qui doit nous engager à la protéger.

Terre d'école est un projet éducatif destiné aux élèves du primaire, du secondaire et du lycée dont l'objet est d'associer aux programmes scolaires classiques du pays, une pédagogie permettant aux enfants de retrouver leurs racines ancestrales autour de la culture des plantes au sein de l'école et d'adopter des attitudes visant à protéger leur environnement et à contribuer à l'autosuffisance alimentaire du plus grand nombre.

Terre d'école veut ainsi favoriser l'émergence d'enfants responsables des richesses naturelles du continent et de comportements proches de leurs racines culturelles. Le programme scolaire Terre d'école sera enseigné par des professeurs issus du corps enseignant du pays qui hébergera l'école, leur formation et leur accompagnement étant assurés par des chercheurs francophones qui resteront sur place. Soucieux de faire partager ses valeurs, Terre d'école réunira ce vendredi 4 juillet de 14h à 18h au Mémorial Savorgnan de Brazza à Brazzaville, grâce au soutien de la directrice, Belynda Ayessa, plus de 300 enfants invités spécialement autour d'une manifestation consacrée à la découverte de la Terre et de sa richesse. Les enfants qui se retrouveront « tous au potager », seront initiés par le jeu, à la connaissance des fruits et des légumes, mais aussi à découvrir leur qualité alimentaire et gustative. Ils prendront ainsi conscience que protéger la Terre, et la respecter, contribuera à assurer l'autosuffisance alimentaire du plus grand nombre.

« Je ne crois pas que la complaisance et la résignation dont nous faisons preuve aujourd'hui à l'égard de la protection de notre environnement, permettront à nos enfants d'entrevoir leur avenir avec sérénité. Je pense que si les adultes doivent adopter des attitudes qui visent à protéger la richesse de la Terre, nous devons enseigner à nos enfants à ne pas commettre les mêmes erreurs que nous et à placer leur culture, leur tradition et l'environnement au centre de leur projet d'avenir. C'est d'ailleurs l'ambition du programme que nous avons élaboré pour le premier établissement qui ouvrira à Kintélé face à la nouvelle université. » précise Maria Maylin, présidente de Terre d'école.

Cette après-midi, consacrée à la découverte de la Terre et de sa richesse, n'aurait pu se réaliser sans l'engagement de Madame Émilienne Raoul, ministre des Affaires Sociales et la mobilisation de son Excellence Monsieur Henri Lopes, ambassadeur de la République du Congo en France ainsi que des artistes français de renom, Michel Delpech et Claude Morgan, qui ont fait le déplacement de Paris.

Pour de plus amples informations sur le programme Terre d'école, consultez notre site web : www.terredecole.com

Weekend NON STOP !!!

Avec **Masolo Ya Bandeko**

Minutes incluses	Code d'activation	Coût
50 minutes	*170*6#OK	300 FCFA
100 minutes	*170*7#OK	500 FCFA

Parle plus longtemps avec Masolo Ya Bandeko.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123

WARID
Passer à l'action

Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous **accompagnons** pour tous vos **besoins** en **assurances**.

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
 ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
 ASSURANCE MALADIE ASSURANCE INCENDIE
 ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
 ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE SCOLAIRE
 ASSURANCE GLOBALE BANQUE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
 Protégez votre entreprise dès maintenant!

TerraTech
Le monde de l'Informatique

Promotion Spéciale

Onduleur APC 650 VA
Prix : **55.000** TTC

Spécificités
 * Intel Celeron N2820 quad-core processor (1.86 GHz/ 2.0 GHz w/ Intel Burst, 4-bit version)
 * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
 * 15.6" HD Widescreen CineCrystal LED LCD
 * Acer Crystal Eye HD Webcam
 * French Keyboard, Boot-up Linux OS
 * DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

Imprimante tout-en-un HP Deskjet 1050
A **49.000** TTC

Cartouche HP 122 N/C
Prix : **8.500** TTC

Cartouche HP 21 N/C
Prix : **73.500** TTC

Spécificités
 * Impression, Numérisation, Copie
 * A4; A5; A6; B5; C5; C6; DL; Enveloppes; Cartes
 * 1 port USB 2.0 haut débit
 * Jusqu'à 16 ppm en noir, 10 ppm en couleur
 * Garantie 1 an

Av. Alphonse Fondère, Immeuble CNSS, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - info@terratech-cg.com - www.terratech-cg.com

acer hp dell canon sony apple sony acer genertec

ONU

Le Rwanda assure la présidence tournante du Conseil de sécurité

Le 1^{er} juillet, le Rwanda a pris en charge la présidence tournante du Conseil de sécurité des Nations unies pour tout le mois.

Durant cette période, les quinze membres du Conseil de sécurité se réuniront pour un débat sur les partenariats régionaux en lien avec les opérations de maintien de la paix des Nations unies. Le débat sera présidé par la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo. Des dossiers concernant notamment la Libye, le Soudan et le Soudan du Sud seront également examinés.

Selon la Charte des Nations unies, le Conseil de sécurité a pour responsabilité première de maintenir la paix et la sécurité à travers le monde. Il est composé de cinq membres permanents (Chine, États-Unis, Russie, France et Royaume-Uni), et de dix membres non permanents élus par groupe de cinq pour des mandats de deux ans. La présidence du Conseil est assurée à tour de rôle par les pays membres siégeant au conseil, qui se relaient mensuellement en suivant l'ordre alphabétique des noms des pays en langue anglaise.

Noël Ndong

CONGO/ÉTATS-UNIS

Stéphanie S. Sullivan dresse un bilan à mi-parcours des relations entre les deux pays

À l'occasion de la célébration du 238^e anniversaire de l'indépendance de son pays, l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique a, dans son discours, mis l'accent sur l'idée d'investir dans les générations à venir

La fête a été célébrée par anticipation le 2 juillet à Brazzaville en présence des chefs de missions diplomatiques et consulaires, des membres du gouvernement représenté par le ministre des Affaires étrangères, Basile Ikouébé, et d'autres invités de marque.

Dans son discours, la diplomate américaine a tout d'abord insisté sur l'hospitalité congolaise avant de parler du développement des secteurs dans lesquels les deux pays travaillent ensemble, tels que l'éducation, la santé, l'environnement et la sécurité régionale.

Elle a déclaré être satisfaite de constater que l'idée « d'investir dans la prochaine génération » occupe une place de choix pour les deux pays. Cette notion, a-t-elle ajouté, constitue le thème du premier sommet des chefs d'État africains prévu au mois d'août prochain auquel le chef de l'État Denis Sassou N'Guesso prendra part.

« Investir dans la prochaine génération » commence avec la jeunesse. L'ambassadeur des États-Unis d'Amérique a expliqué comment son pays, en partenariat avec le gouvernement congolais et le Conseil national de la jeunesse, est très engagé à soutenir les



Stéphanie S. Sullivan

activités des jeunes qui représentent plus de 60% de la population. Dans cet effort, elle a cité entre autres : les ateliers sur l'engagement civique organisés récemment à Brazzaville et Pointe-Noire ; la participation de trois jeunes Congolais au programme Yali, une initiative lancée par le président Barack Obama en 2010 ; les cours d'anglais pour trois cents enseignants de la langue anglaise à Brazzaville, Pointe-Noire et Owando. Par ailleurs, elle estime que l'avenir du monde dépend de la façon dont la terre est traitée, d'où,

la préservation du Bassin du Congo, « une source qu'il convient de préserver et de chérir ».

Et Stéphanie S. Sullivan de poursuivre : « Le Congo et les États-Unis, avec d'autres partenaires locaux et internationaux, sont pleinement engagés sur les projets qui incluent la lutte contre le braconnage, la gestion des aires protégées, et la protection de la faune et de la flore pour le développement durable dont les États-Unis président actuellement le partenariat pour les forêts du Bassin du Congo. »

Le Congo, leader dans la sous-région La diplomate a saisi cette occasion pour saluer les efforts du Congo à résoudre la crise en République centrafricaine et surtout « son rôle de leader dans la sous-région pour ramener la paix et la stabilité en Centrafrique », avant d'indiquer : « Les États-Unis d'Amérique considèrent le Congo comme un partenaire sûr dans la résolution de cette crise, et soutiennent le président Denis Sassou N'Guesso dans ses efforts d'y rétablir la paix. »

À l'occasion de cette fête de l'indépendance, l'ambassadeur des États-Unis a appelé ses compatriotes à renouveler aussi « le devoir sacré d'assurer que notre nation réalise la vision des fondateurs », au lieu « de se rappeler tout simplement du courage de nos ancêtres ». Stéphanie S. Sullivan a également précisé : « Nous devons aussi apporter cet esprit de service au pays à l'avenir. Nous partageons toutes ces valeurs avec les peuples frères de la terre en respectant les différences historiques et culturelles. »

Les États-Unis souhaitent que les autres pays du monde qui se battent pour renforcer leur démocratie et promouvoir le bien-être du peuple, marquent leur temps de la même manière. Rappelons que la déclaration de l'indépendance des États-Unis d'Amérique fut adoptée le 4 juillet 1776 par treize colonies.

Yvette Reine Nzaba



AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT LOCAL

Réf: Appel d'offre CG/CRF/WF/Travaux/02

Dans le cadre du projet « Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, ainsi que des pratiques d'hygiène pour les populations du plateau Batéké » avec le soutien financier de l'Union Européenne et de l'Agence Française de Développement, la Croix-Rouge Française (CRF) et la Croix-Rouge Congolaise (CRC) souhaitent réaliser les travaux ci-dessous :

- Trois (3) systèmes d'approvisionnement en eau potable
- Système d'approvisionnement en eau potable sis à Nkouo, dans le district d'Ignié.
- Système d'approvisionnement en eau potable sis à Ingah, dans le district de Ngabé.
- Système d'approvisionnement

en eau potable sis à Imvouba, dans le district de Ngabé.

Nous invitons les opérateurs économiques souhaitant soumissionner à ce marché à venir retirer un dossier moyennant la somme de 50,000 F CFA contre reçu au plus tard, le 18 juillet 2014 à 16H00, à la Croix-Rouge Française à l'adresse ci-dessous :

Croix Rouge Congolaise / Croix-Rouge Française
8, rue Lucien Fourneau (face le ministère de la fonction publique)
BP 14888
Brazzaville / République du Congo

La date limite de dépôt des dossiers d'appel d'offres est fixée au 14 août 2014 à 16H00 précises.

MyTontines

GESTION des MUTUELLES du Personnel, TONTINES, APE et CLUBS sur INTERNET, TABLETTES et TELEPHONES PORTABLES : Révolution ou Evolution ?

•Promotionnel National, pour toute inscription avant le 31 juillet 2014, bénéficiez de 6 mois d'abonnement gratuits. Code Promotion à retenir pour saisie sur le site : LM987654

•Site : www.mytontines.com

•Email : contact@mytontines.com

•Skype : mytontines

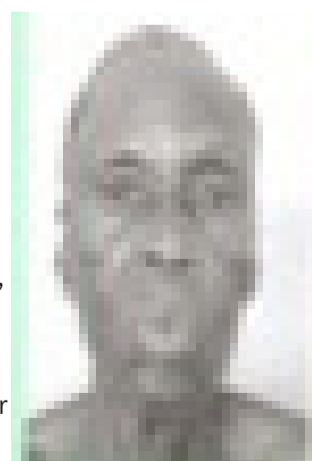
•Représentation Nationale : Voir sur le site

NÉCROLOGIE

Vesna Mangondza, agent des Dépêches de Brazzaville, les enfants Libokabeka, les familles Longangui, Bonbongo-Mandzondzo, Antoine Niombela et les parents du village Boyengue ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur sœur, mère, grand-mère Hélène Bongounga, survenu le 30 juin 2014 au CHU de Brazzaville des suites d'une longue maladie.

La veillée mortuaire se tient au quartier Massengo plus précisément à l'arrêt Marché.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

«Alios Finance Gabon 6, 25% brut 2014 - 2021»

Montant global de l'opération : 10 milliards de Francs CFA

6,25% brut

Fructifiez vos investissements

Période de souscription :
du 02 juin au 31 juillet 2014

Prix d'émission :
1 000 FCFA

Nombre de titres :
1 000 000 obligations

Durée :
7 ans

Émetteur :



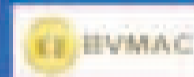
Amorceur et Chef de File :



Syndicat de Placement :

- Groupe BGFIBank
- La Financière SA
- Africa Bourse

Cotation :



Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne en zone CEMAC, cette opération a été visée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale sous le N° COSUMAF-APE-02/14

TOTAL Effimax

Super Gasoil

La Nouvelle Génération de Super et de Gasoil



PLUS
D'ÉCONOMIES



PLUS
DE PERFORMANCE



PLUS
DE PROTECTION

Total Effimax est une nouvelle gamme de carburants de qualité supérieure, disponible en Super et en Gasoil dans les stations-services Total de Brazzaville et de Pointe-Noire.

Brazzaville Paris

6 vols par semaine
dans les deux sens

à partir de
480 000 FCFA TTC*
Aller/Retour

* Offre soumise à conditions



Offre
valable
pour tout achat
avant le **15 Juillet**
2014

ELITE MODEL LOOK CENTRAL & WEST AFRICA 2014

22 mannequins retenues pour la finale du concours

Le dernier casting départemental a eu lieu à Brazzaville où six jeunes filles ont été retenues, ajoutées aux six premières enregistrées lors du premier casting de la ville capitale et les dix autres retenues à Pointe-Noire. Ces 22 jeunes Congolaises participeront à la finale le 6 septembre à Brazzaville, avant d'affronter le casting international le 5 octobre prochain.

Les jeunes filles congolaises amoureuses de la mode et du mannequinat, n'ont pas voulu manquer un seul instant cette aubaine qui se présente à elles pour la première fois depuis que ce concours existe, il y a 31 ans, de façon consécutive. L'agence Elite cherche à offrir aux filles le maximum d'opportunités pour participer à ce concours le plus renommé du monde en vue d'intégrer l'agence de mannequins la plus prestigieuse. Une manière de leur permettre de réaliser leur rêve et de suivre les traces de top models tels que Cindy Crawford, Stéphanie Seymour, Gisèle Bündchen, Sigrid Agren et Constance Jablonski. Ainsi, 96 jeunes filles et adolescentes de 14 à 22 ans, et mesurant au moins 1,72m, ont pris part à ce casting dont certaines pour la première fois.

Le jury de cinq membres professionnels composé de monsieur Noumazalaye, directeur du palais des Congrès; Jean Jacques Tumba, travailleur d'Elite; mesdames Motsé Akanati, styliste-modéliste; Adriana Talanti, créatrice de mode; et Solange Samba Toyo, directrice d'Afrik Contacts; n'a pas été complaisant, vu que les candidates retenues devront affronter l'international. En effet, après plusieurs passages sur le podium dressé pour la circonstance dans le hall du palais des Congrès, les 96 candidates ont défilé devant un public ex-



Les six lauréates

geant, avant de participer à une séance de questions-réponses. Le jury a retenu six candidates qui devront s'ajouter aux seize premières pour le casting national. Il s'agit donc de : Ramona Mounzéo 19 ans, 1,75m; Sissy Destinée Mboko 21 ans, 1,77m; Guibelle Fouakafoueni 21 ans, 1,75m; Oldène Bantou 22 ans; Emeraude Ahissou 16 ans. « Le casting d'aujourd'hui était très dur, parce qu'il y avait trop de belles filles. C'était très, très dur; mais on a choisi celles qu'il fallait choi-

sir », a déclaré Jean Jacques Tumba.

Les lauréates optimistes

Après leur sacre, d'eux d'entre elles se sont exprimées. Cherif Hawa, très émue, a déclaré : « Je suis débordante de joie. Toute ma vie, je rêvais de ce moment chaque fois que je suivais les défilés de mode à la télévision. Je ferai de mon mieux en m'appliquant et en travaillant plus pour aller de l'avant. Je vais m'améliorer, me perfectionner et redoubler d'efforts. Je

vais défendre valablement mon pays; montrer à tous qu'au Congo, il y a aussi des filles qui ont des tailles fines. »

Même chose pour Ramona Mounzéo : « Je ne sais pas comment expliquer la joie qui m'anime maintenant. J'ai l'impression d'être au ciel. Je remercie l'Eternel pour m'avoir permis d'en arriver là. Je suis prête pour affronter le casting national et représenter le Congo à Abidjan en Côte-d'Ivoire. »

Le casting final qui aura lieu le 6 septembre 2014, mettra aux prises les douze filles retenues de Brazzaville lors des premier et troisième castings et les dix de Pointe-Noire enregistrées lors du deuxième casting. Ce sont ces vingt-deux Congolaises qui iront au casting national, à l'issue duquel, cinq seront retenues pour le casting West-Africa qui aura lieu le 5 octobre 2014 en Côte-d'Ivoire. Le but ultime est de gagner une place pour la prestigieuse finale mondiale réunissant les filles sélectionnées à travers le monde, et d'obtenir un contrat de 3 ans avec l'agence Elite, a expliqué Jean Jacques Tumba. « D'ici là, nous allons contacter les filles pour les entraîner à la marche et au maintien. Nous allons les faire venir avant le 6 septembre pour les entraîner », a-t-il indiqué.

Cette cérémonie a été agrémentée par le défilé de mode organisé par la créatrice de mode Adriana Talanti, qui présentait une collection dénommée « Simple et sublime » mettant sur le podium six mannequins. Cette collection est valable pour toutes les femmes quelque soit leur morphologie. La collection d'Adriana Talanti compte 30 modèles. Douze seulement ont été présentées.

Elite Model Management a été fondée en 1972 et est la plus grande agence de mannequins au monde, représentant plus d'un millier de mannequins sur les cinq continents. Elle gère les carrières de top models comme Adriana Lima, Liu Wen, Sigrid Agren, Constance Jablonski, Fei Fei Sun et Ming Xi. Elite n'est pas seulement un réseau d'agences de mannequins, c'est une véritable marque : management de mannequins, concours Elite Model Look et octroi de licences à travers le monde.

Bruno Okokana

Store
OFIS

 Revendeur
Agréé



NOUVEAU
POINT DE VENTE
Apple
Siège MTN, City Center
BRAZZAVILLE

**CROQUEZ
LA POMME
A PLEINES DENTS**

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

Tél.: 06 600 0000

 Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

 info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

Tél.: 01 600 0000

 Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

PROCESSUS ITIE

La RDC échappe à la menace de radiation

Le pays fait désormais partie du cercle restreint des vingt-neuf pays du monde ayant réalisé des progrès importants dans la transparence des revenus tirés de l'exploitation des ressources minières et pétrolières.

Après une suspension temporaire de douze mois décidée depuis avril 2013, la RDC peut enfin renouer avec l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Itie). Le conseil d'administration de l'Itie qui s'est réuni le 2 juillet à Mexico (Mexique) a, en effet, déclaré la RDC « pays conforme » en matière de transparence. De ce fait, la RDC réintègre le processus Itie qu'elle a adhéré en 2005 et se crédibilise davantage en matière de gouvernance dans le secteur extractif, notamment en ce qui concerne la gestion des revenus tirés de l'exploitation des ressources minières et pétrolières. La RDC est pour ainsi dire en phase avec la norme Itie après avoir apporté les correctifs nécessaires dans la publication de ses rapports annuels censés donner une vue générale quant à la manière dont lesdites ressources sont gérées. Aujourd'hui, la RDC rejoint les vingt-huit autres pays ayant réalisé des pro-



Exploitation pétrolière aux larges de la côte atlantique

grès importants dans le domaine et par conséquent, le spectre de la radiation qui pesait sur elle, a été écarté. Le rapport Itie 2011 avec ses données qualifiées de fiables est à la base de la réintégration du pays au processus Itie, pourrait-on dire. Les imperfections ayant entaché le rap-

port 2010 ont été corrigées conformément aux recommandations de l'Itie. Le gouvernement et les entreprises du secteur concernées ont dû concilier des données des flux de revenus déclarés perçus par l'État et les flux de paiements déclarés versés par les entreprises extractives du secteur des mines

et pétrolières sur la base du référentiel défini par le groupe multipartite de l'Itie-RDC. L'effort consenti par les deux parties pour dégager un équilibre dans la publication des données a convaincu le conseil d'administration de l'Itie quant à la conformité de la RDC avec la norme

Itie. Pour rappel, le statut de la RDC en tant que pays candidat au processus Itie fut suspendu temporairement pendant douze mois par le conseil d'administration de l'Itie après la publication de son troisième rapport qui portait sur l'année 2010.

Défaut d'exhaustivité et insuffisance de la qualité des données. Telles sont les faiblesses décelées dans ce rapport 2010, lesquelles faiblesses furent corrigées dans le quatrième rapport portant sur l'exercice 2011. Les mesures correctives apportées dans ce document ont concerné essentiellement la définition de la matérialité, l'exhaustivité des déclarations par toutes les entreprises du périmètre et de tous les flux du cadre référentiel.

L'Itie est un processus à travers lequel les parties prenantes mettent à disposition des populations, à travers la rédaction des rapports périodiques réalisés par des consultants indépendants, les revenus et les recettes de l'État issus de l'exploitation des ressources minières et pétrolières. L'initiative vise à renforcer la gouvernance en accroissant la transparence et la responsabilité dans le secteur de l'extraction minière.

Alain Diasso

SÉCURITÉ SOCIALE

Lancement officiel de la paye des prestations

L'opération dont le coup d'envoi a été donné, le 2 juillet, dans la salle polyvalente de la cathédrale Notre-Dame du Congo, par le ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Modeste Bahati Lukwebo, concerne le deuxième trimestre de l'année 2014.

Le ministre Modeste Bahati Lukwebo a salué les efforts convergeant dans le sens de rendre les conditions des pensionnés plus meilleures, tout en rappelant que la loi sur la réforme de la sécurité sociale était déjà très avancée au niveau du Parlement et, une fois votée, elle apportera des réponses aux préoccupations des prestataires sociaux.

Le ministre Bahati Lukwebo a profité de cette opportunité pour inviter tous les travailleurs actifs à cotiser aujourd'hui dans le but de sécuriser leurs vieux jours.

Saluant la ponctualité du comité de direction pour la matérialisation du paiement à terme échu, le président de l'Association des pensionnés et rentiers de l'INSS a, au nom des pensionnés, soumis au ministre les revendications de ses membres, en plaidant pour la majoration de leur rente.

Pour le DG de l'INSS, Mme Agnès Mwand, cette opération qui se déroule sur l'ensemble du territoire national est le fruit de la détermination de toute l'équipe de direction pour parvenir à cette fin, tout en rappelant que son institution ne se résume en rien d'autre que travailler pour l'amélioration des conditions de vie des prestataires. La patronne de l'INSS a, à cette occasion, rendu un hommage mérité au chef de l'État, Joseph Kabila, pour la paix retrouvée sur toute l'étendue du territoire national, laquelle paix a permis de payer, à terme échu, des pensionnés de toutes les provinces du pays.

Il y a lieu de souligner que cette cérémonie a été rehaussée de la présence des secrétaires généraux à l'emploi et au travail, du bourgmestre adjoint de la commune de Lingwala, des cadres de direction et agents de l'INSS ainsi que les pensionnés, veuves et orphelins bénéficiaires du régime des prestations sociales sont venus nombreux répondre au rendez-vous.

Gypsie Oïssa Tambwe

ÉDUCATION

Publication d'un palmarès annuel des écoles

La décision annoncée par le ministre Maker Mwangu vise à créer l'émulation et relever le niveau de l'enseignement au pays.

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Maker

Mwangu, a annoncé, au cours de la cérémonie de la clôture officielle de l'année scolaire 2013-2014 tenue à Kinshasa, la publication annuelle d'un palmarès de classification des écoles du pays.

Ce classement annuel, qui s'appuiera sur une grille de cotation en pourcentage, va

aller de la maternelle jusqu'au secondaire. Les critères retenus dans cette cotation sont notamment la gestion administrative et financière de l'école, la tenue de son patrimoine ainsi que la gestion psychologique. La qualification des enseignants, les problèmes d'implication des enseignants, etc. rentrent également, selon le ministre Maker Mwangu, dans le critérium établi.

« L'école ce n'est pas que de beaux bâtiments en chaume mais si vous les entretenez bien, vous pourrez être bien coté », a rassuré le ministre de l'EPSP.

De l'avis de Maker Mwangu, cette cotation des écoles permettra d'établir les maillons forts et les maillons faibles afin de soutenir les premiers cités et se concentrer sur les derniers afin de les amener à améliorer leur prestation. « C'est plutôt pour que nous nous concentrons sur les maillons faibles pour améliorer. Les maillons forts nous allons les soutenir pour qu'ils continuent à garder la première place », a-t-il expliqué.

Le ministre a, par ailleurs, estimé que chaque parent devra savoir dans quelle école il envoie son enfant. Ce qui aurait pour conséquence de susciter une compétition et de hausser le niveau des écoles. Le souhait, pour Maker Mwangu, est un travail en synergie entre le ministère de tutelle et les parents pour améliorer la qualité de l'enseignement en RDC.

Dans ce même registre de la promotion de l'excellence, le ministre de l'EPSP a promis une bourse d'études ainsi que des fournitures scolaires à une élève du lycée Shaumba, qui a obtenu quatre-vingt onze pour cent. Cette prise en charge va couvrir l'année prochaine. Maker Mwangu a, enfin, profité de cette occasion afin d'annoncer la rentrée scolaire 2014-2015 prévue pour le 8 septembre.

Lucien Dianzenza



Des élèves d'une école de Kinshasa

ASSISTANCE

Le PAM et le HCR à la recherche des fonds

Les deux agences de l'ONU sont confrontées, souligne un communiqué du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), à des sérieux problèmes de financement en sus des problèmes sécuritaires et logistiques dans certains pays africains dont la RDC.

Le manque de fonds ne permet pas à ces deux organismes onusiens de porter assistance aux réfugiés. Conséquence : le PAM et le HCR sont contraints à réduire les rations alimentaires de près de 800 000 réfugiés en Afrique, ce qui risque d'aggraver les niveaux déjà inacceptables de malnutrition sévère, de rachitisme et d'anémie, en particulier chez les enfants. D'où l'appel lancé par le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), Ertharin Cousin, et le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, António Guterres, aux représentants de gouvernements et autres donateurs. Ertharin Cousin et António Guterres ont plaidé ensemble pour qu'une aide d'urgence de 186 millions de dollars soit débloquée afin de permettre au PAM de rétablir des rations



Le manque de financement compromet la survie de milliers de réfugiés

alimentaires complètes et de prévenir de nouvelles réductions ailleurs jusqu'en décembre 2014. De son côté, le HCR est à la recherche de 39 millions de dollars pour apporter un soutien nutritionnel aux réfugiés

vulnérables souffrant de malnutrition en Afrique. « De nombreux réfugiés en Afrique dépendent des vivres du PAM pour rester en vie et ils souffrent aujourd'hui à cause du manque de financements », a déclaré Ertharin

Cousin tout en priant instamment les gouvernements donateurs d'aider tous les réfugiés dont la moitié sont des enfants pour qu'ils bénéficient suffisamment de nourriture pour être en bonne santé et construire leur propre

avenir. António Guterres pense que le nombre de crises dans le monde dépasse de loin le niveau des financements disponibles pour les opérations humanitaires, et les réfugiés vulnérables dans les opérations critiques tombent à travers les mailles. Pour lui, il est inacceptable dans le monde d'abondance actuel que des réfugiés souffrent de faim chronique ou que leurs enfants abandonnent l'école pour aider leurs familles à survivre.

Les approvisionnements ont été réduits d'au moins 50% pour près de 450 000 réfugiés dans des camps isolés et d'autres sites en République centrafricaine, au Tchad et au Soudan du Sud. 338 000 autres réfugiés au Liberia, Burkina Faso, Mozambique, Ghana, Mauritanie et Ouganda ont vu leurs rations baisser de 5 à 43%.

En outre, une série de réductions des rations alimentaires non attendues et temporaires ont touché les camps dans plusieurs pays de début 2013 à 2014, notamment en Ouganda, au Kenya, en Éthiopie, au Congo, en République démocratique du Congo et au Cameroun. Certaines réductions ont également été liées à l'insécurité qui a affecté les distributions.

Aline Nzuzi

MASSACRE DE MUTARULE

Un rapport de HRW incrimine les Fardc et la Monusco

Les Fardc et les forces de maintien de la paix de l'ONU, selon l'ONG, ne sont pas intervenues à temps pour arrêter le massacre de Mutarule bien qu'elles aient reçu des appels à l'aide désespérés dès le début de l'attaque.

Le massacre qui s'est produit le 6 juin à Mutarule, un village de la province du Sud-Kivu, vient de ressortir à la faveur d'un récent rapport d'Human Rights Watch. Cette ONG internationale qui a investigué sur les circonstances ayant entouré ce carnage livre ses conclusions dans ce document publié ce 3 juillet. Il ressort de ce rapport qui donne tous les détails en rapport avec ce massacre qui a coûté la vie à près de trente-huit personnes que les Fardc et la Monusco n'ont pas joué comme il faut leur rôle de protection et de sauvegarde des intérêts de la population. « Un officier supérieur de l'armée congolaise en poste à proximité, qui avait été averti à plusieurs reprises et informé de l'attaque menée par des assaillants armés dans le village de Mutarule, n'a pas agi pour arrêter le massacre », indique HRW. L'ONG dénonce également le laxisme des forces de maintien de la paix de l'ONU dont la présence à neuf kilomètres du lieu du sinistre n'a pas dissuadé les assaillants à commettre leur crime. « (...) Ils étaient également au courant de l'attaque, mais ils ne sont pas intervenus et ne se sont rendus à Mutarule que deux jours après le massacre », confirme le rapport. Bien qu'elles aient reçu des appels à l'aide désespérés dès le début de l'attaque, l'armée et la Monusco sont restées de marbre, indique HRW. Pour toute réaction, les autorités militaires congolaises ont ouvert une enquête sur l'attaque et ont arrêté deux officiers de l'armée ainsi qu'un civil, mais elles ne les ont pas encore mis en accusation. Aucun des assaillants n'a été arrêté. Quant à la Monusco, note HRW, elle a publié un communiqué condamnant l'attaque tout en affirmant que les casques bleus prendraient des mesures pour protéger la population locale à Mutarule. « Les casques bleus de l'ONU fournissent un faux sentiment de sécurité s'ils ne répondent même pas quand les comités de protection locaux qu'ils ont aidé à mettre en place tirent la sonnette d'alarme », a conclu Anneke Van Woudenberg, directrice de plaidoyer au sein de la division Afrique à HRW. Déterminé à voir clair dans ce massacre qui a endeuillé de nombreuses familles à Mutarule, HRW exhorte les autorités judiciaires congolaises à traduire en justice sans délai les agresseurs responsables du massacre, conformément aux normes internationales de procès équitables. Décrivant les circonstances du massacre après recoupement de quelques témoignages, l'ONG note qu'il a eu lieu dans un contexte de tensions croissantes entre les groupes ethniques bafuliro, barundi et banyamulenge. Les assaillants avaient d'abord ouvert le feu sur près de deux cents personnes qui étaient réunies à l'extérieur d'une église avant de faire irruption dans le lieu de culte où ils ont tiré sur des fidèles. « Ils ont également pris pour cible un centre de santé et plusieurs maisons, abattu des personnes à bout portant, puis les ont brûlées », commente le rapport. En attendant d'identifier les auteurs de ces massacres, les témoins rapportent qu'il s'agit « d'un groupe d'assaillants armés, dont certains portaient des uniformes militaires et parlaient kirundi et kinyamulenge – les langues des Barundis et des Banyamulenges ».

Alain Diasso

AGRICULTURE

Le groupe thématique recommande des réformes

Les participants aux travaux se sont penchés aussi sur la bonne gouvernance tant organisationnelle que financière du ministère.

Le groupe thématique "Agriculture, développement rural et dynamique communautaires" s'est réuni le week-end dernier à Kinshasa sous la présidence du ministre de l'Agriculture et développement rural, Jean-Chrysostome Vahamwiti, en présence des ministres provinciaux de l'Agriculture et du développement rural ainsi que de tous les partenaires, tant privés que publics du secteur agricole et rural. Les participants au groupe thématique ont centré leurs discussions sur six thématiques, à savoir les réformes institutionnelles au sein du ministère; la politique agricole, stratégie sectorielle, suivi et évaluation des programmes; la décentralisation, l'entretien des routes de desserte agricole et des infrastructures rurales, les campagnes agricoles ainsi que l'organisation des états généraux

de l'Agriculture et du développement rural. Le point positif relevé au cours de cette rencontre, c'est que, pour la première fois, les moyens financiers destinés à l'agriculture et au développement rural soient transférés aux gouvernements provinciaux dans le cadre de la campagne agricole 2013-2014. À l'issue des travaux, les participants ont formulé des recommandations pertinentes en vue de réformer ce secteur. Ils recommandent la finalisation de nouveaux cadres organiques, l'actualisation des documents de politique homogènes de production regroupés à leur tour en structures de coordination, d'inspection et de renforcement des capacités; la reconfiguration des campagnes agricoles uniquement sur la production de produits vivriers, les cultures industrielles, les infrastructures rurales, la pêche, l'aquaculture et la vaccination du bétail devant faire l'objet des programmes spécifiques.

En outre, les participants au groupe thématique ont préconisé une concertation

avant la prochaine campagne agricole de septembre sur la production des semences améliorées, premier maillon de la production agricole en collaboration avec l'Inera, les Capsa, les centres semenciers et les organisations spécialisées; l'élaboration d'un manuel de suivi et d'évaluation des programmes et la mise en place des commissions provinciales routières dans toutes les provinces et leur responsabilisation effective.

La mise en place du conseil consultatif national, des conseils consultatifs provinciaux et des conseils agricoles et ruraux de gestion comme organes consultatifs à tous les niveaux; l'organisation des états généraux de l'Agriculture et du Développement rural en septembre 2014; l'organisation régulière des audits financiers ainsi que l'organisation méthodique du recensement biométrique figurent aussi sur la liste des recommandations formulées à cet effet.

Gypsie Oissa Tambwe

SUD-KIVU

Les pêcheurs d'Uvira sommés d'abandonner les filets à petites mailles

La mesure est destinée à protéger et favoriser la croissance des petits poissons.

Le service de l'environnement et de la conservation de la nature du territoire d'Uvira, dans le Sud-Kivu, vient de lancer, depuis le 1er juillet, un ultimatum de cinq jours aux pêcheurs pour détruire leurs filets à petites mailles. Cette mesure vise à protéger et favoriser la croissance des petits poissons pêchés à l'aide de ces filets.

Le chef de cellule de conservation de la nature à Uvira, Jimmy Shekahogo, cité par radiookapi.net, a prévenu les pêcheurs sur le ravissement et la destruction, par son service, à l'expiration de l'ultimatum, de tous les filets prohibés, ainsi que de l'arrestation des pro-



Un bassin d'anguilles/Photo LDB

priétaires de ces filets, qui seront traduits en justice. Pour Jimmy Shekahogo, l'utilisation de ces filets occasionne la destruction de nombreuses espèces ani-

males et végétales aquatiques du lac Tanganyika. Ces allégations ont également été confirmées à la radio onusienne par le président de la mutualité des pêcheurs du lac Tanganyika, Byamungu Kabangula. Pour ce dernier, en effet, l'utilisation des filets à petites mailles est l'une des causes de la baisse de la production de poissons dans ce territoire.

Il est, par ailleurs, indiqué que de nombreux poissons sont capturés alors qu'ils sont encore petits du fait de l'utilisation de ces genres de filets prohibés. Actuellement, indiquent des sources, il est difficile de pêcher de gros poissons dans ce lac.

Lucien Dianzenza

VIDÉO ET PHOTO

Appels à candidatures du Festival international du film d'environnement

Les dossiers en réponse à la sollicitation formulée à l'adresse des réalisateurs documentaristes et photographes en cours jusqu'au 9 juillet sont à envoyer à infofeife@gmail.com.

Les réalisateurs intéressés par l'appel à candidatures du Festival international du film d'environnement (Feife) sont tenus de soumettre à l'organisation un ou deux projets d'un documentaire d'une vingtaine de minutes, parce qu'elle envisage de soutenir la production et la réalisation de courts métrages sur des sujets ayant trait à l'environnement. Ces étapes finales auront pour préalable « une résidence ouverte à tout professionnel ou autodidacte résidant à Kinshasa ». Aussi, l'appel à candidature lancé depuis peu, précise-t-on alors, concerne tout particulièrement les « réalisateurs documentaristes » désireux de « développer un projet audiovisuel traitant d'une thématique sur la conservation de la nature, la diversité des espèces et la diversité des milieux de vie ».

Par ailleurs, les dossiers attendus par le Feife devront contenir, en plus du CV et de la lettre de motivation habituelle, une note d'intention. Et, pour ce qui est du projet de documentaire devant les accompagner, il est censé reprendre en « cinq pages maximum » les précisions suivantes : « Traitement avec dispositif traitant des thématiques, lieux et personnages si possible ». Et au Feife de souligner que la sélection finale du dossier reçu sera faite « à la suite d'une présentation orale du projet devant le comité de sélection ».

L'appel à l'intention des photographes est en perspective d'une exposition que devrait abriter la capitale du 25 au 31 octobre. Et, contrairement aux réalisateurs, une restriction est énoncée à l'endroit des photographes. En effet, le Feife n'admettra pas les soumissions de certains reporters, affirmant ici que « peuvent postuler les photographes ayant peu publié et qui présentent un travail en prise de vue argentique ou numérique ». Par ailleurs, il leur est recommandé de constituer leur dossier avec « un travail photographique sous forme, soit d'une série cohérente d'images traitant de n'importe quel sujet (cinq à dix clichés environ en format JPG de 200 à 1 000 pixels de large) ». Les images devront s'accompagner d'un « texte de présentation explicitant le sujet choisi ». Et comme exigé aux réalisateurs, le CV ne devra pas manquer ainsi que ses coordonnées (numéro de téléphone et adresse mail) et son portrait.

Pour information, le Feife s'est assigné comme objectif de sensibiliser le grand public à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles. Ce, au regard des problèmes qu'affronte actuellement notre planète et des changements profonds qui s'y opèrent. Le festival se veut donc à cet effet « un rendez-vous incontournable des professionnels de l'audiovisuel et du cinéma d'ici et d'ailleurs développant des sujets environnementaux ». Il est, du reste, à considérer comme « un cadre d'échanges, de discussion et de formation » propice en matière d'environnement.

Nioni Masela

ARTS MARTIAUX

La Fécosho célèbre l'anniversaire de l'indépendance

La Fédération congolaise de shokando (Fécosho) va organiser, le 6 juillet, une série d'activités qui entrent dans le cadre des festivités marquant le cinquante-quatrième anniversaire de l'indépendance de la RDC célébrée le 30 juin de chaque année depuis 1960.

Selon le communiqué remis par la fédération et signé par le président fédéral Me Teddy Ndoto, le programme prévoit un entraînement spécial sho, dimanche, à partir de 9 heures du matin, à la Place de la Gare sur le Boulevard du 30 Juin dans la commune de Gombe à Kinshasa.

Et aux environs de 11 heures, les participants à l'entraînement spécial sho vont effectuer une marche de santé de la Place de la Gare jusqu'au rond-point de l'avenue des Huileries dans la commune de Lingwala. L'on note que ces activités de la Fécosho se situent dans la suite du programme de la saison 2013-2014. Auparavant, il y avait eu le recyclage, le séminaire technique et d'arbitrage et le championnat d'âge (de moins de 15 ans et de moins de 20 ans) organisés par la Fécosho en collaboration avec la Ligue provinciale de shokando de Kinshasa.

Art martial, le shokando a été créé par M^e Teddy Ndoto.

« Le shokando, c'est la voie de la pratique de Me Ndoto. C'est un sport de combat à main nue qui dérive des arts



Me Teddy Ndoto

martiaux comme le karaté, rénové et modernisé selon ma sagesse artistique et sportive. C'est la symbiose de plusieurs méthodes de combat enseignées par les vieux maîtres, sans sous-estimer l'apport des méthodes des luttes

traditionnelles de mon pays », définit Me Teddy Ndoto dans son ouvrage intitulé « Le Grand Maître Teddy Ndoto et son œuvre : le Shokando sho sho ».

Martin Engimo

BOXE

Zack Mwekassa devient champion d'Afrique des poids lourds

Le pugiliste a battu le Kenyan Bernard Adie par KO pour le titre de champion d'Afrique des poids lourds, lors du gala de boxe commémorant le quarantième anniversaire du combat Ali-Foreman à Kinshasa.

Le Congolais Zack Mwekassa, alias Guerrier noir, est devenu le 28 juin au parking du Grand Hôtel Kinshasa (GHK) champion d'Afrique des poids lourds de ABU (African boxing union - Union africaine de boxe), après sa victoire par KO sur le Kenyan Bernard Adie. Ce combat a été organisé, ainsi que d'autres, dans le cadre de la commémoration du quarantième anniversaire du combat Ali-Foreman, disputé au stade Tata-Raphael, à Kinshasa en octobre 1974.

Né à Kinshasa mais ayant aussi grandi à Goma et d'autres villes dans l'est du pays où son père avait été muté pour raisons professionnelles, Zack Mwekassa a commencé à boxer d'abord pour se protéger. « J'ai commencé à boxer à la suite des comportements de l'un de mes frères qui me malmenaient à tout moment. C'était pour moi un moyen de l'empêcher de continuer à



Zack Mwekassa, champion d'Afrique des poids lourds

me perturber. Donc, je n'avais pas

entamé la boxe pour une carrière professionnelle », a-t-il confié.

Ensuite, il s'est rendu en Afrique du Sud pour poursuivre ses études en réseaux informatiques. C'est là-bas qu'un manager l'a découvert. Zack Mwekassa s'est finalement révélé à l'univers sud-africain de la boxe lors d'un combat d'entraînement alors qu'il servait de sparring-partner à un boxeur de renommée internationale renvoyé rapidement au tapis après un direct imparable du Congolais. C'était en présence de la presse internationale, particulièrement nipponne qui accompagnait le boxeur mis KO. Et c'était le déclic pour une carrière professionnelle en boxe.

M.E.

SANTÉ

Inauguration prochaine de l'hôpital Karavia au Katanga

L'annonce a été donnée par le gouverneur de la province, Moïse Katumbi, au cours de la réunion du conseil des ministres du gouvernement provincial qu'il a présidée dans la salle du gouvernorat.

Les travaux de construction évoluant sans ambages, sauf changement de dernière minute, c'est le 30 août que l'hôpital karavia à Lubumbashi sera inauguré. « Les travaux sont déjà à l'étape de finissage et qu'il faut attendre la livraison des machines et autres matériels destinés à son équipement pour envisager son inauguration qui sera marquée par l'admission des malades aux soins médicaux », a déclaré Moïse Katumbi dans un communiqué officiel du gouvernement provincial du Katanga. Le gouverneur du Katanga a par ailleurs invité la firme Bell équipement à poursuivre et à intensifier ses services, surtout à l'intérieur de la province, dans le cadre des travaux de réhabilitation des routes.

S'agissant de la réhabilitation des infrastructures routières, le gouverneur Moïse Katumbi envisage d'acheter du carburant et du lubrifiant en quantité suffisante pour accélérer la continuité des travaux de réhabilitation des routes pendant cette période de la saison sèche. Notons que l'inauguration de l'hôpital Karavia sera d'un grand apport pour le secteur de la santé dans la mesure où il contribuera à améliorer l'accès de la population aux soins de santé de qualité. Ce qui permettra de réduire le taux de mortalité élevée que connaît cette province à l'instar d'autres provinces de la RDC.

Aline Nzuzi

COMMÉMORATION

Des activités culturelles et sportives en mémoire de Jean Baptiste Tati Loutard

La rencontre de football opposant l'équipe de Ngoyo à celle de Tchiamba Nzassi, le 2 juillet à l'école primaire de Ngoyo dans le 6^e arrondissement de Pointe-Noire, a lancé officiellement les manifestations commémoratives du 5^e anniversaire de la disparition de l'homme de lettres et de culture, qui s'est éteint le 4 juillet 2009 à Paris en France.

Organisées par la Fondation Jean Baptiste Tati Loutard que dirige Alain Tati Loutard, ces journées culturelles regroupent autour du sport, de la musique et des jeux, la jeunesse pontonégrine. « Jean Baptiste Tati Loutard fut non seulement un homme de lettres émérite mais il aimait aussi la musique et le sport. C'est pour perpétuer cette flamme que nous avons initié ces journées pour unir la jeunesse comme le fait justement le sport, facteur d'unité et de cohésion sociale. L'organisation de ce tournoi de football obéit à cette vision », a déclaré le président de la Fondation Jean Baptiste Tati Loutard.

À l'ouverture du tournoi, l'équipe de Ngoyo, plus entreprenante, a battu sur le fil du rasoir, celle de Tchiamba Nzassi, sur le score étriqué de 1 but à 0. Un score qui a pleinement réjoui Ewa Elabo, son capitaine, qui a reconnu qu'en première mi-temps son équipe a subi le jeu de l'adversaire. « Cependant, avec ce résultat positif à l'entame de la compétition, l'équipe de Ngoyo peut voir avec optimisme la suite de la compétition », s'est-il exclamé. Les autres rencontres de la journée ont opposé Mvou Mvou à La Base, Centre Ville à Km4 et Mpita à Tchimbamba. Les rencontres se poursuivent ce jeudi 3 juillet et la finale interviendra le 4 juillet à l'école primaire de Ngoyo, tout comme celle du tournoi de basket-ball.

Un tournoi de basket-ball sera en effet lancé ce jeudi au Centre culturel Jean Baptiste Tati Loutard, où se tiendront par ailleurs différents jeux de société tels le jeu de cartes appelé Tchok, le scrabble-jeu que l'homme de lettres affectionnait particulièrement lors de son temps libre avec ses proches et ses amis.

Le méga concert que donneront l'artiste musicien Roga Roga et son groupe Extra Musica au Centre culturel Jean Baptiste Tati Loutard, en fin de journée le 4 juillet, sera le moment fort de ces manifestations avec la tombola et ses prix alléchants et bouclera les journées culturelles Jean Baptiste Tati Loutard.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE

Gaël Manangou vise une grande carrière musicale internationale

Leader du groupe de musique de recherche Ngolo za ngandu (la force du caïman), Gaël Manangou est non seulement un excellent instrumentiste mais aussi un talentueux chanteur qui anime régulièrement des soirées culturelles à Pointe-Noire en accompagnant des artistes de renom. En décembre prochain, il participe avec son groupe à la quatrième édition du Festival de jazz organisée par l'Espace culturel Ba Sango-Point culturel de Pointe-Noire

Gaël Manangou n'est pas arrivé par hasard dans la musique. Dès sa tendre enfance, son père, dirigeant d'un groupe religieux, l'emmène souvent à l'église. À la mort de ce dernier, il connaît le premier choc de sa vie, et est obligé très tôt de travailler pour survivre. Quelques années plus tard, il rencontre le griot Prince Mpoutou, joueur de sanza, qui va l'initier à cet instrument traditionnel et avec lequel il livrera son premier concert public en 2002 à La Pagode, la mythique salle du Centre culturel français.

L'Espace culturel Yaro et bien d'autres lieux de spectacles vont accueillir par la suite Gaël Manangou qui va se distinguer en accompagnant tour à tour des artistes de renom : Kareyce Fotso du Cameroun, Alfred et Bernard du Rwanda, le groupe Archimusic de France, Djonimbo de la République démocratique du Congo, Sarr Bamba du Sénégal, Vicelelo de l'Angola, et les Congolais Jacques Loubelo, Kaly Djatou, Christian Ouissyka et Freddy Massamba.

Excellent joueur de sanza, Gaël Manangou se singularise aussi en créant ses propres instruments tels le kulumenta, sorte de clarinette traditionnelle, mais aussi des instruments de percussion fabriqués à base de boîtes de conserve. Invité en 2012 par le célèbre artiste peintre et musicien français Robert Combas pour des performances musicales, Gaël Manangou a fait une excellente prestation. « Lors des performances musicales, j'ai été subjugué par le style particulier de Robert Combas sur scène qui improvise, met de la bonne humeur, sans vraiment s'enfermer dans un formalisme musical. Revenu au pays, j'ai accom-

modé ce style à notre réalité », explique-t-il.

Tata Combas est le titre de sa première chanson composée après son retour de France. Elle fait partie de son répertoire déjà riche de 14 chansons qu'il compte mettre sur support disque. « Le travail du studio a déjà commencé et j'en suis déjà à ma sixième chanson enregistrée et mixée. Le travail va se poursuivre avec l'enregistrement d'autres chansons. L'aide de tout mécène amateur de bonne musique de recherche me ferait grand bien », dit-il.

Adepte du rythme walla, raga, gospel, Gaël chante la vie de tous les jours dans un style afrojazz et afroblues et des chansons en lari avec un fort mélange de français qu'il a dénommé « Nsaka groove ». Avec ses six musiciens polyvalents (batter, pianiste, percussionniste, bassiste, saxophoniste) et chanteurs, Gaël Manangou, qui joue régulièrement à l'Iguane Café, prépare la quatrième édition du Festival de jazz, en décembre prochain, à Pointe-Noire après avoir participé à la deuxième édition il y a deux ans.

Hervé Brice Mampouya



JOURNEE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT AVEC DHL EXPRESS CONGO

A l'occasion de la journée mondiale de l'environnement, les agents de la société DHL EXPRESS CONGO, conduits par leur Directeur Général Monsieur Paul Patrice MOUDIKI, se sont rendus le samedi 7 Juin 2014, au Centre de Polio Fidele BISCEGLIA de Foucks.

A cette occasion, les agents de DHL EXPRESS, en accord avec leur politique de protection de l'environnement « GO GREEN », se sont attelés à des travaux manuels dans le nettoyage des locaux et la peinture des murs de la cour du centre de Polio. De même, un don de matériel aratoire comprenant des pelles, des râtaux, des balais, des brouettes ainsi que du matériel de nettoyage, a été faits au cours de cette visite.

Il est important de souligner que DHL est le leader de l'industrie de Logistique au Monde. Il fournit son expertise dans l'express international le Fret Aérien et maritime, la route et le transport ferroviaire et les services postaux internationaux à ses clients.

Grace à un réseau global de 285 000 employés dans plus de 220 pays et territoires à travers le Monde et qui offre aux clients des services de qualité. La société possède ses propres avions de transport de colis et est présente en Afrique Subsaharienne. DHL soutient aussi la protection de l'environnement, la gestion des catastrophes et l'éducation.



Le coup d'envoi de la 4ème édition du tournoi Airtel Jeunes Talents est donné par le Président de la FECOFOOT

Brazzaville, le 28 Juin 2014, suite à la conférence de presse de lancement de la 4ème édition du tournoi Airtel Jeunes Talents le 28 Mai dernier, Airtel Congo a donné le coup d'envoi dudit tournoi au stade annexe Massamba Debat de Brazzaville.



Le défilé pour la présentation des équipes de la 4ème édition du tournoi.

L'introduction effective du tournoi des jeunes filles avec 4 équipes de filles pour le tournoi régional de Brazzaville et 4 autres équipes de filles pour le tournoi régional de Pointe Noire.



Izouma SIDIBE, Le Directeur Marketing de Airtel durant son allocution.

Le Président de la Fédération Congolaise de Football, Monsieur Jean Michel MBONO a salué cette initiative de Airtel Congo avant de donner le coup d'envoi de la 4ème édition du tournoi Airtel Jeunes Talents.

Le match d'ouverture a vu la victoire de l'équipe des jeunes filles de MAKAZOU face à l'équipe de MAKELE-KELE sur un score de 4 buts à 0.

La finale nationale aura lieu le 12 Juillet prochain entre les équipes vainqueurs en garçon et en fille des tournois régionaux de Brazzaville et de Pointe Noire. Les deux équipes vainqueurs de la finale nationale en garçon et en fille représenteront le Congo au tournoi panafricain des 17 pays Airtel à Libreville au Gabon prévu pour le mois d'août 2014.

A propos de Bharti Airtel

Bharti Airtel Limited est l'une des plus grandes sociétés de télécommunications dans le monde avec des opérations dans 20 pays en Afrique et en Asie. Basée à New Delhi, en Inde, la société fait partie des quatre plus grands opérateurs de téléphonie mobile au monde en termes du nombre d'abonnés. En Inde, elle offre des services variés : notamment des services mobiles 2G et 3G, des lignes fixes, du haut débit ADSL, l'IPTV et le DTH, et des solutions pour entreprises et services nationaux et internationaux de longue distance aux opérateurs de téléphonie. Sur les autres marchés, elle fournit des services mobiles 2G et 3G, ainsi que le commerce mobile. Bharti Airtel comptait plus de 297 millions d'abonnés sur l'ensemble de ses marchés à la fin du mois d'avril 2014. Pour en savoir plus, consultez le site www.airtel.com.

L'aventure Airtel Jeunes Talents au Congo est à sa quatrième édition et AS POTO-POTO de Brazzaville a été l'équipe vainqueur de la 3ème édition. Elle a représenté le Congo au tournoi panafricain des 17 pays Airtel à Lagos au Nigéria où elle a été éliminée en quart de final.

Cette quatrième édition du tournoi Airtel Jeunes Talents, placée sous le haut patronage de son excellence Monsieur le Ministre des Sports et de l'Education Physique, Léon-Alfred OPIMBA, regroupera 32 équipes garçons dont 16 équipes pour le tournoi régional de Brazzaville et 16 autres équipes pour le tournoi régional de Pointe Noire.

L'innovation majeure de cette quatrième édition est

Le Directeur Marketing, Izouma SIDIBE avant de souhaiter bonne chance à toutes les équipes participantes, a demandé aux jeunes footballeurs de faire preuve d'esprit de fair-play et de valeurs universelles d'amitié et de fraternité. Il a également remercié le Ministère des Sports et de l'Education Physique, la Fédération Congolaise de Football et la ligue des jeunes de Football pour leur rôle essentiel dans la promotion du tournoi Airtel Jeunes Talents au Congo.



Le représentant du Ministre des Sports et de l'Education Physique et le DG d'Airtel, encourageant les équipes.



Là où naissent les stars de football

PANEL DE TONS	PRÊTE À DÉGUSTER	CHEVILLES DE GOLFEURS	DANSES ENDIABLÉES	GROS PIGEON SAUVAGE	MALADIE DE JEUNESSE	DIMINUTION PHYSIQUE
PLAFONNIER	SCANDIUM ABRÉGÉ	ASTUCE	PROGRESSA BUE À PETITS COUPS	GARDE-ROBE	LOLO	
DE NOS JOURS						
AXE ROUTIER						
	SE MONTRER CRIMINEL					
DÉ, PAR EXEMPLE			CUISANTE DÉFAITE			CABANE RUDIMENTAIRE
MESURE À PÉKIN			ÉNORME SUCCÈS			
	ENFONCE LES DÉFENSES DE L'ADVERSAIRE	ÊTRE COUCHÉ			CLASSE VACCIN ANTI-TUBERCULEUX	
NOMME À LA SUITE				AGILES	BOF!	
BOUT DU BOIS						
		ATTACHÉES À LA CARRIOLE	DÉLICE D'ASIE			
			C'EST FOU!			
FERMER LA PLAIE	LOTI A ÉVOQUÉ SES PÊCHEURS	ÉPAULER HÉROÏNE DE TOLSTOÏ		ENDROIT OÙ TRAVERSER LA RIVIÈRE MÉMOIRE		
					APERÇU UNE NOUVELLE FOIS	RAPACE AMÉRICAIN
FLAIRENT				SA NOIX CONTIENT UNE AMANDE MÉLANGE		
UNE CONTENANCE ABRÉGÉ						
	VENU AU MONDE		PIERRE FINE			DIFFICILE
	BONNE RÉ-SOLUTION		GREFFA			
GLOUTONNE					IL MÈNE LE CHEVAL À L'HIP-PODROME DEHORS!	
DÉESSE GRECQUE						
		PÉTALE DE ROSE		PESANT SAINT DES PYRÉNÉES		
LUXE						
ÎLE DE FRANCE			CE N'EST PAS GRAND CHOSE		BAS DE GAMME	
		QUI AURAIT BESOIN D'ÊTRE NETTOYÉ			GRATTE-CIEL	

>FACILE

		5		2			
4	7		6			2	
	8	6		9		4	5
	6	2	9			8	7
			8	2			
	4	8			3	6	5
6		1		8		9	4
	3				9		8
				3	5		

>MOYEN

			5			6	1
3							2
	2	6		7	1		3
1				5			
8	5	7	3		9	1	2
				1			7
	8		1	6		7	4
5							3
7	3				5		

>DIFFICILE

7	5				6		8
					4		
8		3	5				
5	4		8				2
6	9			1			7
	3				5	1	4
					8	6	5
				3			
4			6				3

MOTS CROISÉS N°033

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT

1. Fait progresser l'instruction. - 2. Principe de penseur. - 3. Garçon bouché. Architecture d'un processeur informatique. - 4. Tel un ton grave et solennel. - 5. Ville près du Tréport. Protection. - 6. Remuer du sable. - 7. Prénom masculin. Vieux protecteur. - 8. Ciré à bord. Cours de Russie. - 9. Peintre français du XIX^e siècle. Ça sort du coffre. - 10. Un bon bout de temps. Vieil instrument chirurgical.

>VERTICALEMENT

A. Ça passe pour être bien trop classique. - B. Ça renforce un accord. Dans l'alternative. Jaune remarquable. - C. Parfum puissant. Fruit oblong. - D. Comme un compartiment utile en été. - E. OTAN pour un sir. Expression de nullité. - F. Le troisième homme. Il y a pas mal de chagrin dans sa vie. - G. Il donne du lustre à toute pompe. - H. Fonction. La première de la grande école. - I. Bandes qui font tapisserie. Fit du joli. - J. Putto.

MOTS À MOTS N°033

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots proposés, composez un troisième mot de neuf lettres.

- ① GERER + POUR = R | | | | | | | R
- ② LUIRE + SILO = I | | | | | | | E
- ③ EPICE + DONT = D | | | | | | | N

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°032

S	A	V	O	S	V						
L	A	I	S	A	I	T	E	P	E	E	
C	R	I	E	R	E	P	R	E	N	D	
G	R	E	E	N	C	R	A	V	A	T	E
A	N	T	A	O	L	A	G	O	N		
E	M	E	U	O	R	G	A	N	E	S	
E											
O	N	C	E	T	O	N	S	P	E		
T	E	R	R	I	N	E	S	R	A	F	
B	O	L	I	D	E	R	E	P	E	R	
U	S	A	N	T	R	A	T	E	R		
E	P	I	A	S	A	P	E	R	U	E	
L	T	C	P	R	I	E	R	N			
V	A	R	I	A	T	I	O	N	A	B	C
C	O	S	E	E	E	P	I	L	E		
J	E	U	N	E	S	S	E	S	L	E	S

SUDOKU N°032

7	5	8	9	2	6	1	4	3
2	4	6	1	7	3	9	8	5
3	1	9	8	4	5	2	6	7
1	2	7	5	8	4	6	3	9
4	6	3	7	1	9	5	2	8
9	8	5	3	6	2	4	7	1
5	7	4	6	3	1	8	9	2
6	3	1	2	9	8	7	5	4
8	9	2	4	5	7	3	1	6

4	3	1	5	9	6	7	2	8
2	6	9	7	1	8	3	4	5
8	7	5	2	3	4	6	9	1
7	9	8	4	2	1	5	3	6
6	5	2	3	8	7	9	1	4
3	1	4	9	6	5	2	8	7
9	4	6	1	7	2	8	5	3
5	8	3	6	4	9	1	7	2
1	2	7	8	5	3	4	6	9

6	2	5	9	8	7	4	3	1
7	4	3	1	2	5	8	9	6
8	9	1	3	6	4	5	2	7
4	3	7	2	1	9	6	5	8
9	1	8	5	3	6	7	4	2
5	6	2	7	4	8	9	1	3
3	8	9	6	5	1	2	7	4
1	5	6	4	7	2	3	8	9
2	7	4	8	9	3	1	6	5

MOTS CROISÉS N°032

B	O	U	R	S	O	U	F	L	E
O	R	E	T	I	N	I	E	N	
U	R	E	M	I	E	L	U	T	
C	E	T	M	S	B	S	R		
H	E	R	B	U	D	M	A		
O	R	I	O	L	A	P	E	I	
N	T	R	A	I	N	A	R	D	
N	O	E	N	E	O	N	E		
E	U	S	T	A	T	E	R	E	
R	I	D	E	E	E	L	U	S	

MOTS À MOTS N°032

1/ OCCUPER - 2/ AFFÛTER - 3/ RECOURS.

FOOTBALL

Les enjeux de la phase retour du championnat national ligue 1

Certains des seize clubs engagés dans la compétition joueront pour se faire une place en compétition africaine pendant que d'autres chercheront à éviter la relégation en division inférieure. Une phase retour pour le meilleur et pour le pire.

L'heure est venue pour les équipes évoluant en Ligue 1 de mouiller le maillot et de jouer leur va-tout. La phase retour qui débute ce vendredi s'avère en effet décisive pour chacune d'elles. Les clubs en tête du classement — AC Léopards de Dolisie (41 points), Diables noirs (32 points), Étoile du Congo (25 points), FC Kondzo et Inter club (24 points) — vont se livrer à une lutte sans merci pour les premières marches du podium, car l'enjeu est de taille : à l'issue de cette manche retour, les trois premières équipes obtiendront automatiquement leurs tickets pour les compétitions africaines (Ligue des champions et Coupe de la CAF). Les Fauves du Niari, indéboulonnables à la première place du classement depuis le début de la compétition, semblent avoir payé à moitié leur billet pour la Ligue africaine des champions la saison prochaine. La fin de la manche retour justifiera ses moyens.

Les équipes au bas du classement seront en mission suicide. Il s'agit premièrement de Nico-Nicoyé, dernier au classement avec une seule victoire et deux matchs nuls. Une nouvelle contre-performance qui lui permet cependant de disposer de 5 points à la fin de la phase aller. Vient ensuite La Mancha, avant-dernière avec 12 points. Pour cette manche retour, les deux clubs de Pointe-Noire ont intérêt à tout faire pour mettre fin au malheur qui les poursuit depuis le début de la saison. Dans le cas contraire, ils connaîtront la descente aux enfers en division inférieure.

Par ailleurs, les équipes qui occuperont les 14 et 15es places seront condamnées à jouer les barrages pour s'assurer le maintien en division d'élite. Pour l'heure, il s'agit de Saint-Michel-de-Ouenzé, quatorzième avec 14 points, et de V. Club quinzième avec 12 points. L'idéal pour ces deux formations serait de remonter la pente afin de sortir de cette zone dangereuse du classement.

Les rencontres de la 16e journée

Inter club et FC Kondzo ouvriront le bal de la manche retour ce vendredi au stade Alphonse-Massamba-Débat. L'unique rencontre du jour. Lors de la phase aller, les deux équipes ont fait jeu égal avec un but partout. On attend donc de voir s'il en sera de même ce 4 juillet ou laquelle saura faire tomber l'autre.

Le samedi 5 juillet, à Brazzaville toujours, Tongo FC s'expliquera avec La Mancha. La deuxième rencontre du jour opposera Patronage Sainte-Anne au FC Bilombé. Au complexe sportif de Pointe-Noire, Nico-Nicoyé recevra Cara.

Le 6 juillet, la Jeunesse sportive de Talangaï sera face à Diables noirs avant que Saint-Michel-de-Ouenzé se mesure à l'AC Léopards. Dans la ville océane, l'Association sportive ponténégrine va en découdre avec Étoile du Congo. L'autre rencontre mettra aux prises V. Club et l'AS Cheminots.

Pour cette manche retour, chaque équipe tentera de sauver sa peau. La fin du championnat nous dira les équipes qui seront reléguées et celles qui se maintiendront.

Rominique Nerplat Makaya

FRANCE

Les jeunes Congolais en formation dans le Pas-de-Calais reçoivent un don pour Sibiti

À l'issue de leur première étape de formation à Oye-Plage, une dizaine de jeunes Congolais ont mis à profit les derniers instants de leur séjour dans le Pas-de-Calais en recevant, à Lumbres, un don destiné à Sibiti 2014, de 1.300 poubelles, auprès de Jean-Louis Evrard, auteur de multiples projets humanitaires à destination de l'Afrique.

En partenariat avec le Pas-de-Calais et le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique au Congo, une dizaine de Congolais, accompagnés de deux encadreurs, ont séjourné en France durant une dizaine de jours. À la fin du premier des trois modules de leur formation, ils se sont rendus, dimanche 29 juin, à Saint-Omer, territoire constitué de vingt et une agglomérations. C'est à Lumbres que la délégation congolaise, conduite par Jean-Luc Moutou, conseiller à la jeunesse, a reçu à titre gracieux, de Jean-Louis Evrard,

un lot de poubelles.

« En acceptant ce don qui tombe à point nommé, a expliqué le chef de la délégation, le ministère de la Jeunesse est dans son rôle d'éducation civique de sa jeunesse. Car, ces poubelles inciteront les jeunes à l'ingéniosité quant à leur utilisation citoyenne auprès des populations de Sibiti où nous accueillerons 300 jeunes, suivant le programme de relance des colonies de vacances mis en place par Anatole Colinet Makosso », a-t-il poursuivi.

Pour son mot de circonstance, Jean-Louis Evrard, ancien volontaire du progrès, a salué l'acceptation du don par le ministère de la Jeunesse. Il a exhorté les jeunes à aimer et à respecter la terre. « Très souvent, constate-t-il, les investisseurs partent investir dans le monde entier là où l'on aime et respecte la terre », assure-t-il.

En sus de leur acquisition des savoirs et des savoir-faire en matière de référencement d'éducation et d'encadre-

ment des jeunes, c'est un symbole d'éducation civique reçu de la part de celui qui, depuis plus de quarante années, vient en aide aux Africains. Grâce à cette immersion de trois jours réservée aux visites dans le territoire de Saint-Omer, la délégation congolaise a pu visiter le centre social Jean Ferrat d'Arques et le planétarium 3D de la Coupole d'Helfaut. Elle a parachevé son séjour à Paris où elle a été reçue par le ministre conseiller Guy Nestor Itoua, à l'ambassade du Congo en France. Lors de la réception, le représentant congolais s'est félicité du bon achèvement de la formation et a salué le patriotisme des membres de la délégation « car, contrairement à ceux venus aux jeux de la Francophonie, vous, vous repartez au Congo au complet ».

La prochaine étape de la formation des jeunes du ministère de la Jeunesse est prévue en France pour octobre prochain.

Marie Alfred Ngoma

NOMINATIONS

Par décret n° 2014-411 du 3 juillet 2014, les personnes dont les noms et prénoms suivent sont nommées sous-préfets

Département de la Cuvette-Ouest

- District de Mbama : Jean Mesmin Bakala Nkava

Département du Niari

- District de Makabana : Jean Mathieu Niaty Benzé

Département du Kouilou

- District de Kakamoeka : Aloïse Mabiala

Département de la Likouala

- District d'Impfondo : Michel Engambé

Département du Pool

- District de Loumou : Felix Samba Miatama

Département des plateaux

- District de Mbon : Michel Sondzo

Département de la Sangha

- District de Souanké : Ibara Issié

Par décret n° 2014-413 du 3 juillet 2014, le corps électoral pour l'élection législative anticipée dans la première circonscription est convoqué pour le dimanche 10 août 2014. Par décret n° 2014-410 du 3 juillet 2014, sont nommées administrateurs-maires des communautés urbaines, les personnes dont les noms et prénoms suivent

Département du Pool

- Communauté urbaine de Ngabé : Boris Basile Otini

Département de la Cuvette-Ouest

- District d'Okoyo : Mme Nombo née Loembé Bienvenu

Par décret n° 2014-412 du 3 juillet 2014, les personnes dont les noms et prénoms suivent sont nommées secrétaires généraux de départements

Département du Kouilou : Didier Koumba

Département de la Bouenza : Ferdinand Itoua Odika

Département de la Sangha : Mme Marich Mavoungou

BRIN D'HISTOIRE

Gabriel Obongui

Gabriel Obongui, 85 ans, bon pied bon œil, est l'un des derniers dinosaures de la politique congolaise. Militant du Msa (Mouvement socialiste africain) de Jacques Opangault et député, il côtoie, dans sa bonne ville de Gamboma, des figures fortes de Gam City : Akaramboulet et Maurice Akouala.

C'est à l'occasion d'un meeting à Gamboma, le 28 juin dernier, que l'ancien maire de la ville de Brazzaville s'est adressé à un public nombreux à la Place de la Fraternité. Il a parlé dans la longue locale et fait honneur à sa réputation de tribun. Il en a profité pour faire un flash-back sur la vie politique dans cette ville majeure du département des Plateaux. Il a déploré la désunion des fils de Gamboma sur une ligne de fracture politique, rappelant le contexte politique avant et après l'indépendance.

Au cours de cette période effervescente, les hommes politiques originaires de Gamboma, Akaramboulet, Akouala Maurice et lui-même, en dépit des positions politiques antinomiques de leurs partis, L'Uddia (Union pour la

défense des intérêts africains et le Msa (Mouvement socialiste africain) ont su préserver l'essentiel : la fraternité et la solidarité. Depuis, la politique a détruit des familles et distendu le lien social. Il a donc exhorté les cadres de Gamboma à renouer le dialogue pour la construction de leur ville. Pour finir son allocution, Gabriel Obongui s'est prononcé en faveur du changement de la Constitution de 2002.

Sa carrière administrative débute en 1947 à Gamboma. Commis des postes, il gravit, par la suite, les marches jusqu'aux échelons les plus élevés de la Fonction publique congolaise. Il est directeur général de l'Oniveg (organisme chargé de l'importation de la viande) au moment où il prend sa retraite en 1983.

Avant son intervention, trois orateurs ont pris la parole au nom des Jeunes, des Femmes et des Sages de Gamboma. Les uns et les autres ont exigé le changement de la Constitution du 20 janvier 2002, avant de remettre leurs déclarations à Hugues Ngouélondélé, député de la première circonscription électorale de Gam City, qui les transmettra à qui de droit. Depuis des mois,

telle une antienne reprise en chœur, le peuple réclame le changement de constitution. Cette explosion d'énergie pulsionnelle est exceptionnelle et se caractérise par un florilège de déclarations exigeant, partout, le changement de la loi fondamentale actuelle, mais déjà spectrale, depuis les concertations de Dolisie, qui ne sont pas allées au fond des choses.

Cette lame de fond d'une exigence citoyenne et démocratique de changement est le signe de la volonté populaire d'instauration d'un nouveau pacte républicain. Mais le monde politique congolais est-il en mesure de saisir ces signaux et de les traduire en une démarche politique novatrice. Rien n'est moins sûr.

De nombreuses institutions sont, du fait de la non tenue des élections locales, tombées dans l'illégalité, voire dans l'inconstitutionnalité. Dans ces conditions, ayons le courage de nous arrêter un instant pour éviter une perte inutile de temps et d'argent. Les arguties juridiques brandies par les uns et les autres sont éculées. A problème politique, solution politique. Au-de-

là des intransigeances partisans, il s'agit d'aller à l'essentiel, c'est-à-dire, à une concertation politique inclusive sur l'avenir du pays, en vue d'un consensus. Les protagonistes de cette concertation pourraient proposer une période de transition qui permettra de reprendre les choses par le bon bout, avec en prime, la restauration du fichier d'Etat-civil national, massacré par des années de troubles politiques. De la maîtrise de l'Etat-civil, découlera le reste.

Agir autrement est suicidaire, aussi bien, pour le pouvoir que pour l'opposition. Les rigidités politiques actuelles ne sont pas de bon augure pour le pays. N'attendons pas les objurgations de la fameuse opinion internationale, pompier-pyromane, pour trouver un règlement politique aux divers contentieux qui plombent l'initiative nationale.

C'est pourquoi, l'appel à l'unité de Gabriel Obongui, ancien maire de Brazzaville, en direction des fils de Gamboma peut être extrapolé à l'ensemble des Congolais. En ces temps de cynisme, sachons raison garder.

MFUMU